

# Vers une stratégie d'emplois pour les handicapés

Page 2

Mostaganem

Six tentatives de harka  
déjouées par les gardes côtes

Page 24

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Prix du pétrole

# Les pays producteurs en quête de consensus

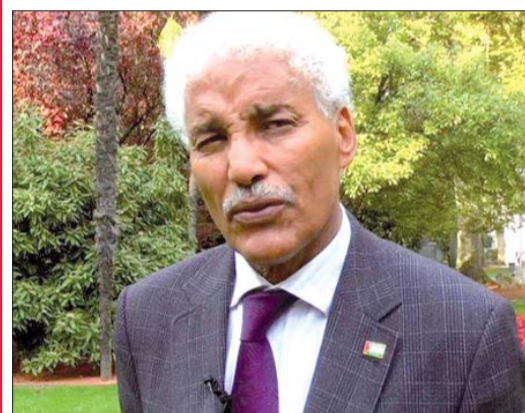
La réunion des délégués de l'Opep et leurs partenaires cette fin de semaine à Vienne, intervient dans un contexte particulier marqué par la chute des cours du pétrole qui commencent tout de même à se «relever» après notamment la trêve conclue en marge du G20 par les Etats-Unis et la Chine concernant la guerre commerciale qu'ils se livrent.

Page 3



Accord de pêche UE/Maroc

## Le Front Polisario «consterné» par la décision du Conseil de l'UE



**L**e Front Polisario «a pris note sans surprise mais avec consternation» de la décision du Conseil de l'Union européenne du 29 novembre 2018 adoptant l'accord de pêche UE/Maroc, qui inclut une extension aux eaux adjacentes au territoire du Sahara occidental occupé, a indiqué le ministre sahraoui délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati.

«Le principe même de cet accord est inacceptable car il constitue une violation flagrante de la souveraineté. Bien entendu, le Front Polisario conteste les conditions de l'accord, ses modalités et ses contreparties financières, mais il ne s'agit là que des conséquences de la question principale : la violation de la souveraineté sahraouie», a ajouté M. Sidati.

Il a rappelé l'évidence que le peuple sahraoui a une histoire qui forge son unité et son indépendance vis-à-vis de quiconque, comme l'a reconnu la Cour Internationale de Justice dès 1975. Le Sahara occidental est inscrit depuis 1962 sur la liste des territoires non autonomes, c'est-à-dire des territoires à décoloniser, et l'ONU a toujours abordé la question sous l'angle du droit international.

La réaction du Front Polisario fait suite à la décision du Conseil de l'UE qui a adopté, jeudi, l'accord de pêche conclu en juillet dernier avec le Maroc. Le texte, qui inclut le Sahara occidental, doit encore être validé par le Parlement européen.

En février dernier, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) avait pourtant tranché que l'accord UE/Maroc violait le principe de l'autodétermination du Sahara occidental. Dans son arrêt de 2016, la CJUE a rappelé que le Maroc et le Sahara occidental étaient deux territoires distincts et séparés et que le Maroc, qui est puissance militaire occupante, ne peut y exercer aucun acte de souveraineté. Il ne peut y avoir d'activités économiques, commerciales ou autres, sur le territoire qu'avec le consentement du peuple du Sahara occidental.

Page 5

Festival international du cinéma d'Alger

Choisir à 20 ans, un documentaire sur les Français anticolonistes

Page 15



Selon le ministère de la Solidarité nationale

# Vers une stratégie d'emplois pour les handicapés

**Le gouvernement met en place tous les mécanismes dont ont besoins les personnes handicapées pour avoir une insertion professionnelle adaptée à leur situation.**



Par Rachid Chihab

**D**ans ce cadre, le secrétaire général près du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Rabah Hamdi, a déclaré, lundi à Boumerdes, que son secteur œuvre, au titre de la mise en œuvre de l'accord de partenariat avec l'Union européenne, à la mise en place d'une stratégie nationale relative à l'emploi et à l'intégration professionnelle des personnes handicapées.

"Le secteur de la solidarité nationale a bénéficié d'un jumelage avec le ministère français de la Justice, dans le cadre du programme de soutien à la mise en œuvre de l'accord de partenariat avec l'Union européenne, visant la mise en place d'une stratégie nationale relative à l'emploi des personnes handicapées", a indiqué M. Hamdi dans son allocution inauguratrice de la célébration officielle de la

Journée mondiale des personnes aux besoins spécifiques.

Au titre de l'effort de facilitation de l'accès des handicapés à l'information et au savoir, le secrétaire général du ministère de la solidarité nationale, a annoncé le lancement d'un dictionnaire de la langue algérienne des signes, parallèlement à la mise, de l'imprimerie numérique en braille, à la déposition de l'Office national des publications scolaires, en vue de "Garantir un livre scolaire en braille (dans les trois cycles éducatifs) à tous les élèves atteints d'un handicap visuel", a-t-il assuré.

Selon M. Hamdi, l'Algérie compte actuellement (au 30 septembre écoulé) 241.969 personnes handicapées à 100%, âgées de 18 ans et plus, sans revenus et dans l'incapacité de travailler, et dont la prime de solidarité globale est estimée à 12 milliards de da/an.

Quelque 253.543 autres

personnes, classées comme étant atteintes d'un handicap à 100%, également sans revenus ou relevant de familles en charge d'un handicapé ou plusieurs, ont perçu, en 2018, une prime forfaitaire de solidarité de plus de 9 milliards de da, a ajouté le responsable.

Il a signalé la destination au profit de cette dernière catégorie d'handicapés, d'une couverture sociale portée à 6,5 milliards de da en 2018, outre les actions de solidarité financées par le Fonds spécial de la solidarité nationale, dont le coût a été estimé à 350 millions de DA. A cela s'ajoute un montant de 200 millions de DA destiné à assurer la gratuité du transport aux porteurs de carte d'handicapés.

Au volet éducatif, M. Hamdi a signalé la destination de 238 établissements, à l'échelle nationale, au profit de 22.729 enfants aux besoins spécifiques, durant l'année scolaire 2018/2019, et ce pour un bud-

get de fonctionnement estimé à plus de 10 millions de da.

Il a, également, fait cas de 844 classes dites intégrées, ouvertes au niveau des écoles du secteur de l'éducation nationale, au profit de 6.672 élèves de cette catégorie, au moment ou 32.525 autres élèves aux besoins spécifiques ont été totalement intégrés dans des classes dites normales.

Près de 70 associations assurent, en outre, la prise en charge de 8.330 enfants inadaptés mentaux, à travers 111 établissements spécialisés, repartis sur 26 wilayas du pays.

Pour rappel, les entreprises et les administrations publiques réservent des postes de travail aux personnes à mobilité réduite. Une mesure qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie publique de prise en charge de cette catégorie sociale qui souffre de son handicap et de l'absence de perspectives professionnelles.

R.C.

## Pension des moudjahidine et des ayants-droit Recul à 74 % de la consommation des montants affectés

Le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, a affirmé lundi à Alger que le taux de consommation des montants affectés à la pension des moudjahidine et des ayants-droit a reculé à 74 % grâce à l'adoption de mesures financières et administratives "rationnelles".

Répondant aux membres de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2016, M. Zitouni a précisé au sujet de paiement des charges relatives à la pension des moudjahidine et des ayants-droit que "les affectations qui leur sont mobilisées ont été consommées à hauteur de 74 % et ce suite à l'adoption d'une série de mesures financières et administratives rationnelles".

Concernant les cotisations de la sécurité sociale, le ministre a déclaré que leurs affectations financières ont été "consommées à 100 %, en dépit du fait qu'elles prévoient les cotisations des exercices 2014 et 2015, lesquelles représentent 61,39 % de la totalité du montant dû".

S'agissant des allocations, il a indiqué que "le taux de consommation des affectations estimées à 195 millions de DA s'élève à 99,29 %", soulignant que ses services "veillent à réaliser le principe de régulation du budget qui exige un suivi mensuel, trimestriel, semestriel et annuel", ce qui leur a permis d'être pionniers en matière de consommation rationnelle des dépenses".

Il a également rappelé les efforts consentis par son département pour parachever la politique de simplification des mesures et d'allègement des documents qui a permis l'assainissement des listes des bénéficiaires, et ce en collaboration avec la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et la Caisse des assurances sociales des non salariés (CASNOS). Le budget fonctionnement du secteur repose sur deux volets. Le premier comprend l'aspect social à l'instar de la prise en charge des moudjahidine, des ayants droit et des grands invalides, tandis que le second comprend les aspects historique et culturel et la préservation de la mémoire nationale.

Reda A.

Education

# Le taux de scolarisation en Algérie a atteint 98,5%

**L**a ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat a affirmé, lundi à Alger, que le taux de scolarisation en Algérie avait atteint 98,5%, reconnaissant l'existence de difficultés d'apprentissage chez les élèves, notamment en mathématiques et en éducation scientifique.

S'exprimant lors d'une journée parlementaire sur "l'Ecole algérienne : la réforme de l'enseignement et les alternatives pédagogiques: horizon 2030, défis de qualité", tenue à l'Assemblée populaire nationale (APN), Mme Benghebrat a indiqué que le taux de scolarisation avait atteint 98,5%, assurant, dans ce cadre, que "la scolarisation n'est pas forcément synonyme d'apprentissage".

La ministre s'est appuyée, à ce

propos, sur les différentes opérations d'évaluation ayant permis le recensement de 465.000 erreurs dans les deux épreuves de fin de cycle primaire (5ème) et moyen (BEM).

Mme Benghebrat a fait savoir en outre que les résultats de ces évaluations avaient démontré que les élèves ne maîtrisent pas suffisamment les compétences nécessaires leur permettant de faire face aux défis du troisième millénaire tels que la pensée critique, la créativité, l'esprit de partage, la communication, la relation avec les médias et la technologie, la flexibilité, l'esprit d'initiative, l'interaction et autres.

Face à cette situation, le ministère, poursuit Mme Benghebrat, a initié une série de mesures qui traitent de façon approfondie les problèmes de l'apprentissage chez les élèves à

travers la mise en place d'un système de normalisation et de standardisation portant sur les opérations d'apprentissage, d'évaluation, la formation et la gouvernance.

A ce propos, la ministre a fait état du lancement de l'approche "la référence nationale pour l'enseignement, l'évaluation, la formation et la gestion", (Marwatt) qui est une référence fixant les critères nationaux en matière d'enseignement et d'apprentissage des différentes matières scolaires, afin de former un citoyen algérien au diapason de son époque et capable d'employer ses acquis scolaires au service du développement national.

Réunissant l'ensemble des éléments ayant un rôle dans l'amélioration de la performance des élèves et du système éducatif, cette approche

systémique permettra de donner une approche nouvelle à ce qui a trait à aller progressivement vers la didactique de base, en matière de compréhension de l'écrit, de la culture scientifique et des mathématiques, a expliqué Mme Benghebrat.

Par ailleurs, la ministre a reconnu que les élèves "sont intelligents et tout ce dont ils ont besoin est de les prendre en charge et de les accompagner afin qu'ils puissent donner le meilleur d'eux mêmes (...) et de les mener à la réussite, une réussite sur tous les plans, en fonction des capacités et des centres d'intérêt de chaque élève".

Elle a également affirmé que les élèves n'occupaient pas les premières places dans les classements mondiaux, relevant que le système éducatif n'avait pas bénéficié des

meilleures conditions pour réaliser des avancées au même rythme des autres systèmes éducatifs, et ce, essentiellement en raison de la décennie noire qu'a vécue l'Algérie et dont les premières victimes étaient les établissements publics, en tête desquels l'école.

L'éducation relève de la responsabilité de tout un chacun et la relation avec l'école "ne doit pas se reposer uniquement sur les critiques. Il faut qu'elle soit inscrite dans une logique constructive et positive, à même de parvenir à une école de qualité dans un monde qui connaît des métamorphoses et des bouleversements multiformes qui poussent à revoir des concepts qui étaient immuables par le passé", a soutenu Mme Benghebrat.

Farid D.

Prix du pétrole

# Les pays producteurs en quête de consensus

La réunion des délégués de l'Opep et leurs partenaires cette fin de semaine à Vienne, intervient dans un contexte particulier marqué par la chute des cours du pétrole qui commencent tout de même à se "relever" après notamment la trêve conclue en marge du G20 par les États-Unis et la Chine concernant la guerre commerciale qu'ils se livrent.



Par S. A. Mohamed

Les délégués et leurs partenaires vont débattre d'une baisse de leurs objectifs de production de pétrole, tiraillés entre l'envie d'enrayer la chute des cours et la pression américaine pour maintenir les prix bas. Le président russe Vladimir Poutine et le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane (MBS) ont déjà annoncé lors du G20 qu'ils renouvelleraient l'accord de limitation de la production en 2019. Mais les ministres des deux géants du pétrole et de leurs partenaires vont désormais s'affairer dans la capitale autrichienne pour pouvoir annoncer un accord lors des réunions plénières jeudi et vendredi et regagner leur crédibilité auprès des marchés. Si ce groupe d'une vingtaine de pays, qui représentent plus de la moitié de la production mondiale, continue d'extraire de l'or noir à des niveaux records, ils risquent en effet de voir les prix continuer de flancher. Mais s'ils durcissent leur accord de limitation de leur production, ils pourraient mettre à mal la croissance mondiale, très dépendante d'un carburant au prix

abordable. L'Arabie saoudite pourrait également s'attirer les foudres de Washington, où le président Donald Trump a multiplié les attaques contre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et alors que les relations entre le royaume et son allié américain sont entachées par le meurtre du journaliste opposant Jamal Khashoggi. "Des prix bas ne sont pas une option pour MBS, qui a besoin d'un baril plus cher pour appliquer son plan économique", ont commenté les analystes de Energy Aspects, qui ajoutent que "la clef sera de trouver un accord avec M. Trump". La position de Washington pourrait cependant évoluer, souligne Giovanni Staunovo, analyste d'UBS dans une note où il rappelle que les producteurs américains de pétrole de schiste ont besoin d'un niveau élevé des prix pour que leurs exploitations aux technologies de pointe restent rentables. Les discussions pourraient être houleuses, alors que certains pays voient d'un mauvais œil l'Arabie saoudite dicter la conduite de l'Opep. Le Qatar a annoncé lundi qu'il allait quitter l'Organisation en janvier, alors que l'Arabie saoudite a rompu ses relations diplo-

matiques avec le pays en juin 2017. Si Doha ne représente que 2% de la production de l'Opep, l'Iran a multiplié ces derniers mois les critiques contre l'Organisation dont le pays est le troisième producteur, accusant son rival saoudien de faire le jeu des Américains. Interrogé par l'APS à propos de cette réunion cruciale, l'expert dans les questions énergétiques, Abdelmadjid Attar, ex. ministre de l'Énergie et ex. P-dg de Sonatrach, estime que "la meilleure des choses qui puisse arriver et, par conséquent, la meilleure des décisions que les pays OPEP et non OPEP puissent prendre est de revenir à l'accord de décembre 2016 en réduisant leur production au moins par l'équivalent de ce qu'ils ont produit en plus depuis le début de l'année". Les enjeux ou les défis de la réunion OPEP vont selon lui "tourner autour d'une nécessaire réduction de la production face à un environnement et des positions complexes et contradictoires". L'expert juge que "la chute du prix au milieu de 2014 a été une surprise et pris tout le monde de cours, et il a fallu trois longues années, de 2014 à 2016, avec un prix moyen inférieur à 50 dollars, pour commencer

à s'adapter à la mutation qui affecte de façon générale le secteur énergétique". Il pense même que "la période d'instabilité des prix va probablement durer encore 3 à 5 ans avec un prix moyen qui devrait atteindre 70 dollars le baril, sauf bouleversement très grave de nature géopolitique". Les prix poursuivaient d'ailleurs leur hausse hier en cours d'échanges européens, dopés par les espoirs que le sommet de l'Opep et de ses partenaires, se conclue par une baisse de la production. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février valait 62,90 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,21 dollar par rapport à la clôture de lundi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour janvier gagnait 1,05 dollar à 54,00 dollars.

S.A.M.

FLN

## Le congrès exceptionnel se tiendra une fois les conditions appropriées réunies

Le coordonnateur de l'instance dirigeante du parti du Front de libération nationale (FLN), Mouad Bouchareb, a affirmé, lundi à Alger, que le congrès extraordinaire du parti "se tiendra une fois les conditions appropriées réunies".

S'exprimant au terme d'une rencontre avec le président du parti Tajamoue Amal Jazair (TAJ), M. Bouchareb a précisé que "une fois toutes les conditions logiques permettant la tenue d'un congrès exceptionnel seront réunies, nous le tiendrons. L'ensemble des militants sont soudés autour des orientations du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, président du parti".

"Nous n'avons point de problèmes avec les militants du parti, et nous procéderons à sa reconstruction pour qu'il recouvre sa place naturelle et ses principes puisés des principes de la déclaration du 1er Novembre et de la guerre de libération nationale", a-t-il soutenu. Reconnaisant l'existence de "certains obstacles qui ont dévié quelque peu la trajectoire du FLN", M. Bouchareb a assuré que le parti "renouera avec sa ligne originelle fondée sur les valeurs consacrées dans la déclaration du 1er Novembre".

M. Mouad Bouchareb avait déclaré récemment que le congrès extraordinaire "réunira toutes les compétences du parti sans exclusion aucune, ni discrimination", faisant état de la préparation d'une "feuille de route pour un futur très proche. Nous œuvrons avec sérieux et rigueur, sans précipitation, pour la tenue du congrès".

Pour rappel, la principale mission de l'instance dirigeante du FLN, installée suite à la démission de Djamel Ould Abbès, était de parvenir à "la tenue d'un congrès extraordinaire" du parti. Outre son coordonnateur, cette instance est composée de 6 membres (3 hommes et 3 femmes), parlementaires et membres du Bureau politique dans leur majorité.

Reda A.

Défense

## Ahmed Gaïd Salah entame une visite officielle au Qatar

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a entamé mardi une visite officielle de trois jours à Doha au Qatar, sur invitation du président adjoint du Conseil des ministres, ministre d'Etat aux Affaires de défense qatarie, docteur Khaled Ben Mohamed Al Attiyah, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. "Monsieur le général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire est arrivé ce matin à Doha, capitale du Qatar dans une

visite officielle s'étalant du 04 au 06 décembre 2018, sur invitation du Docteur Khaled Ben Mohamed Al Attiyah, président adjoint du Conseil des ministres, ministre d'Etat aux Affaires de défense qatarie, où il a été reçu avec les honneurs

militaires par le général de corps d'Armée Ghanem Ben Chahine EL-Ghanem, chef d'état-major des forces armées qataries", précise la même source.

M. Gaïd Salah a été, par la suite, reçu par "son Altesse le Prince du Qatar Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, à qui il a transmis les salutations de Son Excellence Monsieur le président de la République

Abdelaziz Bouteflika, chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale et ses vœux de prospérité et de développement au peuple Qatari, tout en soulignant les excellentes relations bilatérales entre l'Algérie et le Qatar".

A son tour, le Prince du Qatar a valorisé les relations historiques entre les deux pays, en exprimant ses salutations au président Bouteflika, ajoute le MDN, soulignant que cette visite constitue une opportunité pour étudier les voies et moyens de développement des relations de coopération militaires entre les deux Armées.

Reda A.

L'industrie devrait récolter la plus grande part

# Augmentation prévisible des flux d'investissement saoudiens

**Le président des Chambres saoudiennes, Sami Al Abidi a fait état, lundi à Alger, d'une augmentation prévisible des flux d'investissements saoudiens vers l'Algérie lors des prochaines années, précisant que le secteur de l'industrie devrait récolter la plus grande part.**



"Nous nous attendons à de grands flux d'investissements saoudiens vers l'Algérie et le secteur de l'industrie devrait en récolter la part du lion, de même que nous prévoyons des investissements prometteurs dans les secteurs de l'Agriculture et du Tourisme", a déclaré M. Al Abidi lors des travaux du Conseil d'affaires algéro-saoudien.

Les opérateurs algériens et saoudiens ont examiné les opportunités d'investissement et de partenariat.

Pour M. Al Abidi, les projets réalisés ou en cours de réalisation ou encore les projets prévus augmenteront incontestablement les importations algériennes vers le continent africain et même d'autres pays, ce qui lui permettra d'enregistrer une hausse dans sa balance commerciale.

Le responsable saoudien a fait état, par ailleurs, de la disposition de son pays à apporter l'expérience, la technologie et les techniques aux

opérateurs algériens dans le cadre de l'échange d'expertises et l'accompagnement de l'investissement.

L'Algérie et l'Arabie Saoudite, étant les plus grands et riches pays arabes, se doivent de hisser leurs relations économiques au niveau de leurs liens politiques, a estimé M. Al Abidi rappelant que son pays est le plus grand investisseur dans le monde arabe.

Pour le président des Chambres saoudiennes, le volume des investissements entre les deux pays ne doit pas être en dessous de 10 milliards USD eu égard aux moyens disponibles et la volonté exprimée par les hommes d'affaires des deux pays.

Le gouvernement saoudien a créé, récemment, un Fonds pour le développement industriel visant à soutenir les projets des investisseurs saoudiens à l'étranger et offrant des montants supérieurs à ceux proposés par les banques, et ce sur la base d'une étude de dossiers, a fait savoir M. Al Abidi

ajoutant que ce dispositif encourage les opérateurs saoudiens à investir davantage hors le Royaume.

Pour sa part, la directrice générale de la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie, Mme Behloul Ouahiba a indiqué que cette réunion visait à concrétiser des contrats de partenariat entre les entreprises des deux pays dans le cadre du principe gagnant-gagnant.

Les négociations en cours entre les opérateurs algériens et saoudiens, dans le cadre des rencontres d'affaires (B2B) tenues lundi, portent sur plusieurs questions dont principalement l'échange d'expériences et de technologies dans 5 secteurs clés à savoir la pétrochimie, les médicaments, l'agriculture, l'industrie et le tourisme, a-t-elle ajouté.

Affirmant que le domaine de l'investissement demeure ouvert à d'autres créneaux, elle a assuré que les 5 secteurs susvisés font l'unanimité des opérateurs économiques des deux parties.

La même responsable a indiqué que les discussions sur l'échange de technologies auront lieu dans le cadre des négociations portant sur les différents avantages et facilitations. Les opérateurs économiques des deux pays ont échangé en outre leurs points de vue sur les voies et moyens à même d'intensifier les investissements.

Pour sa part, le gérant de la compagnie pétrolière "Ecit", M. Tayeb Aych a proposé la conclusion d'un accord de partenariat avec la partie saoudienne dans le domaine des énergies renouvelables.

Il a parlé également au nom des hommes d'affaires de Souk Ahras désireux de créer une unité de production des fromages dans la wilaya, considérée comme premier producteur de lait frais au niveau national, ainsi qu'une autre unité de fabrication des huiles industrielles.

De son côté, la directrice de l'entreprise "El Mouhit" spécialisée dans le commerce, les engins industriels et les pièces de rechange, Mme Melizi Rym a appelé à la mise en place d'un partenariat dans son domaine de spécialité.

Pour sa part, l'opérateur en industrie du textile, Yazid Bahlouli a exprimé son souhait d'importer les matières premières de l'Arabie saoudite et de réaliser un projet en partenariat pour la fabrication des fibres textiles en vue d'approvisionner les usines du textile en Algérie, affirmant, à ce titre, que l'unité de fabrication pourra alimenter plusieurs marchés étrangers, à l'instar de la Tunisie et de l'Italie.

Au terme des travaux, les deux parties ont signé le procès-verbal de la réunion du Conseil d'affaires algéro-saoudien et affirmé la poursuite des efforts pour promouvoir les investissements et le commerce entre les deux pays. **R. N.**

Télécommunications

## L'ASAL ambitionne de construire un nouveau satellite

L'Agence spatiale algérienne (ASAL) ambitionne de construire un nouveau satellite de télécommunications, Alcomsat-2, par des compétences algériennes, a annoncé mardi à Alger son directeur général, Azzedine Oussedik.

"L'ASAL ambitionne de réaliser Alcomsat-2 par des compétences algériennes", a indiqué M. Oussedik en marge des Journées portes ouvertes sur le programme national spatial.

"Sur le plan technique, prévoir Alcomsat-2 est une très bonne chose. Nous n'allons pas attendre la quizième

année (durée de vie d'Alcomsat-1) pour penser à la construction d'un nouveau satellite de télécommunications", a-t-il précisé.

M. Oussedik a, dans ce sens, fait part de la "volonté politique" de l'Algérie de développer son programme spatial, relevant que le pays "dispose de compétences capables de mener à bien ce programme".

Pour rappel, le DG de l'ASAL avait annoncé, en début d'année, le lancement de plusieurs satellites de dernière génération dans le cadre du programme spatial national 2020-2040, qui sera

effectif après l'achèvement du programme spatial 2006-2020 ayant vu le lancement avec succès de cinq satellites d'observation de la terre et d'un autre dédié aux télécommunications Alcomsat-1.

Alcomsat-1 a été lancé le 11 décembre 2017 par l'Algérie, qui consolide ainsi son expérience et sa maîtrise de la technologie spatiale, considérée comme un acquis stratégique au service de la souveraineté nationale et de l'essor socio-économique et culturel du pays.

**Reda A.**

## Banque africaine de développement Réunion du Comité consultatif des gouverneurs mercredi à Rome

Le Comité consultatif des gouverneurs de la Banque africaine de développement (BAD) tiendra sa réunion mercredi à Rome avec la participation du ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a indiqué mardi le ministère dans un communiqué.

La réunion de ce comité, dont l'Algérie est membre, "s'inscrit dans le cadre des orientations du Conseil des gouverneurs de la BAD, formulées lors des assemblées annuelles de cette institution de mai 2018", note la même source.

Elle aura pour objectif d'échanger sur les avancées majeures au sein de la BAD et de présenter des recommandations quant aux plans de développement et de financement de cette institution financière africaine et notamment les voies et moyens les plus appropriés pour répondre aux besoins de ses pays membres sur les questions de développement, ajoute le communiqué. Pour rappel, l'Algérie est l'un des membres fondateurs de la BAD qui avait été créée en 1964. Détenant 4,2% des actions de cette banque, l'Algérie en est le 4ème actionnaire parmi les pays africains et le 7ème dans le classement général des pays membres.

Cette banque régionale compte 81 pays membres formés de 54 pays africains et de 27 pays européens, asiatiques, sud et nord américains.

**R. N.**

## Ooredoo et FAPH plaident pour le soutien aux personnes handicapées

Ooredoo, entreprise citoyenne, et la Fédération Algérienne des personnes Handicapées (FAPH) célèbrent la Journée internationale des Personnes Handicapées coïncidant avec le 3 décembre de chaque année.

Pour marquer cette date, Ooredoo et la FAPH ont organisé le mardi 04 décembre 2018 à Alger, une rencontre sous le thème retenu cette année par les Nations Unies : "Autonomiser les personnes handicapées et assurer la participation et l'égalité", lors de laquelle l'accent a été mis sur l'autonomisation des personnes handicapées pour un développement inclusif, équitable et durable dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Cet événement a vu la présence d'une centaine de personnes vivant avec différents handicaps et leurs familles, de la Présidente de la FAPH, Madame Atika El Mameri, de M. Ramdane Djézairi, Directeur Opérationnel chargé des Relations Publiques et Médias à Ooredoo, représentant le Directeur Général de Ooredoo M. Abdullatif Hamad Dafallah et de M. Rabah Madjer, Ambassadeur de la marque Ooredoo.

Cette journée a également été l'occasion de donner la parole à des jeunes handicapés qui ont exposé leurs parcours et les difficultés de la vie quotidienne en évoquant les solutions et propositions visant à améliorer leurs conditions de vie.

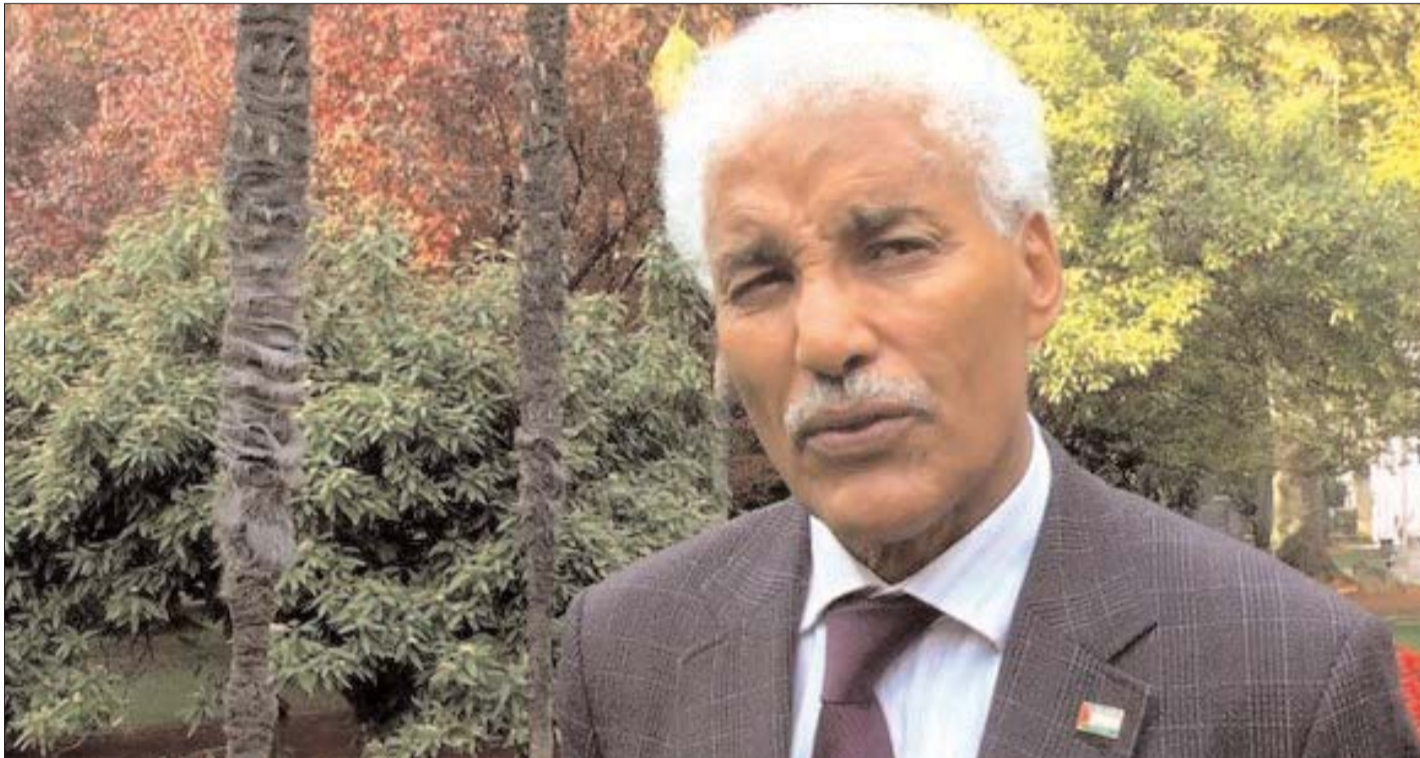
A cette occasion, la Présidente de la FAPH, Mme Atika EL Mameri a déclaré : "Les personnes handicapées sont des citoyens à part entière et font partie de notre société. Donnons-leur une place parmi nous, dans les transports, à l'école, à l'université, au travail et dans les lieux de loisirs, pour qu'ils soient des acteurs actifs dans la construction d'une Algérie heureuse. "De son côté, M. Abdullatif Hamad Dafallah a déclaré : "Nous saisissons cette occasion pour rappeler le soutien indéfectible de Ooredoo à la Fédération Algérienne des Personnes handicapées dans la réalisation des projets visant à assurer l'égalité des chances, l'amélioration des conditions de vie et l'insertion sociale et professionnelle des personnes aux besoins spécifiques. Ooredoo est fière de plaider pour cette noble cause et d'exprimer sa responsabilité sociale d'entreprise dans des projets concrets avec les principaux acteurs du mouvement associatif algérien. " Afin d'accompagner la célébration de cette journée, Ooredoo a lancé une campagne de communication avec le message : "Votre détermination est un exemple". Cette campagne diffusée à travers la presse écrite, la radio et le Web a pour but de sensibiliser des citoyens autour de l'insertion sociale et professionnelle des personnes vivant avec un handicap. Pour rappel, Ooredoo a signé en 2015 un contrat de partenariat avec la FAPH, un mouvement national militant pour l'égalité des chances et la promotion des droits des personnes handicapées. Ce partenariat prévoit notamment la réalisation d'un projet d'accompagnement à l'autonomie et à la scolarisation des enfants handicapés ainsi que le soutien aux activités de la fédération.

**Communiqué**

Accord de pêche UE/Maroc

# Le Front Polisario «consterné» par la décision du Conseil de l'UE

Le Front Polisario "a pris note sans surprise mais avec consternation" de la décision du Conseil de l'Union européenne du 29 novembre 2018 adoptant l'accord de pêche UE/Maroc, qui inclut une extension aux eaux adjacentes au territoire du Sahara occidental occupé, a indiqué le ministre sahraoui délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati.



"Le principe même de cet accord est inacceptable car il constitue une violation flagrante de la souveraineté. Bien entendu, le Front Polisario conteste les conditions de l'accord, ses modalités et ses contreparties financières, mais il ne s'agit là que des conséquences de la question principale: la violation de la souveraineté sahraouie", a ajouté M. Sidati.

Il a rappelé l'évidence que le peuple sahraoui a une histoire qui forge son unité et son indépendance vis-à-vis de quiconque, comme l'a reconnu la Cour Internationale de Justice dès 1975. Le Sahara occidental est inscrit depuis 1962 sur la liste des territoires non autonomes, c'est-à-dire des territoires à décoloniser, et l'ONU a toujours abordé la

question sous l'angle du droit international.

La réaction du Front Polisario fait suite à la décision du Conseil de l'UE qui a adopté, jeudi, l'accord de pêche conclu en juillet dernier avec le Maroc. Le texte, qui inclut le Sahara occidental, doit encore être validé par le Parlement européen.

En février dernier, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) avait pourtant tranché que l'accord UE/Maroc violait le principe de l'autodétermination du Sahara occidental. Dans son arrêt de 2016, la CJUE a rappelé que le Maroc et le Sahara occidental étaient deux territoires distincts et séparés et que le Maroc, qui est puissance militaire occupante, ne peut y exercer aucun acte de souveraineté. Il ne peut y avoir d'activités économiques, commerciales ou autres, sur le

territoire qu'avec le consentement du peuple du Sahara occidental.

## L'UE devrait négocier directement avec le Front Polisario

Dans ces conditions, l'Union européenne "devait négocier directement avec le Front Polisario, seul représentant du peuple sahraoui, a affirmé M. Sidati, mais, a-t-il déploré, les responsables européens l'ont refusé, et ils cherchent à contourner la décision de la CJUE". Le ministre sahraoui délégué pour l'Europe souligne dans ce sens: "Pour contourner la décision de justice, le Conseil de l'Union européenne et la Commission ont fomenté un processus d'extension d'un

accord international sur un autre territoire, sans en avoir le moindre droit, car ce territoire relève exclusivement de la souveraineté du peuple Sahraouie".

"Une telle extension, en effet, sans le consentement du peuple du Sahara occidental est nulle de droit. Les pseudos arguments sur les bénéfices pour les populations sont dénués de fondements, dès lors qu'il y a violation de la souveraineté. Seul le peuple sahraoui peut dire ce qui est bon pour lui", a-t-il rétorqué, avant d'assurer que "si le Parlement européen

entérine cette atteinte à la souveraineté, le Front Polisario exercera un nouveau recours en annulation devant la juridiction européenne".

"C'est une question de principe, pas de modalités. Nous dénonçons vivement les contreparties financières qui vont encore apporter plus de 52 millions d'euros, par an, au Maroc pour financer la colonisation, asseoir son occupation. Il s'agit autant de spoliations du peuple sahraoui, mais ce que nous refusons d'abord c'est cette violation de notre souveraineté. Nos interlocuteurs européens vont devoir apprendre à respecter la souveraineté du peuple de Sahara Occidental et l'intégrité de son territoire", a encore indiqué le responsable sahraoui.

"Ne pas vouloir respecter ni faire respecter les décisions de ses propres instances judiciaires est en soi une atteinte aux valeurs fondatrices de l'Union Européenne et à sa crédibilité même", a-t-il poursuivi, soulignant qu'"il existe aujourd'hui de grands efforts, avec la médiation de l'envoyé personnel du Secrétaire Général de l'ONU, Horst Köhler, pour parvenir à une solution pacifique au long conflit du Sahara occidental".

"Il se trouve que l'UE qui souscrit du bout de lèvres à cette dynamique, s'active fébrilement à imposer des accords avec le Maroc s'étendant illégalement au Sahara occidental occupé. Ce qui est de nature à contrarier le processus de paix mené par les Nations Unies au Sahara occidental", a-t-il conclu.

H. F.

Après une situation de blocage

## Le Maroc et le Front Polisario se rencontrent à Genève

Le Maroc et le Front Polisario se rencontreront aujourd'hui et demain à Genève, après six ans de blocage du processus de négociations pour le règlement du conflit du Sahara occidental.

L'Envoyé personnel du secrétaire général de l'Onu pour le Sahara occidental, Horst Köhler, avait convié les deux parties au conflit, le Maroc, en sa qualité de puissance occupante du Sahara occidental, et le Front Polisario, représentant du peuple sahraoui, à une table-ronde pour des discussions directes dans le cadre de la relance du processus onusien pour la résolution du conflit du Sahara occidental, sur la base du respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Le 31 octobre dernier, le Conseil de sécurité avait enjoint le Maroc et le Front Polisario de reprendre les négociations "sans pré-conditions et de bonne foi" en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental.

Aux termes de sa résolution prorogeant le mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (MINURSO) de six mois, le Conseil de sécurité avait souligné l'importance pour les deux parties en conflit de "s'engager à nouveau à faire avancer le processus politique dans la perspective d'une cinquième série de

négociations". La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont installés à la même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset (près de New York). Depuis, le processus de paix est au point mort.

L'Algérie et la Mauritanie, invitées par l'émissaire onusien Horst Köhler, seront présentes à cette table-ronde en leur qualité de pays voisins et observateurs.

Leur participation vient en application de la résolution 2414 du Conseil de sécurité qui a confirmé le soutien de cet organe onusien à la relance des négociations directes.

Sous le format d'une table-ronde, cette rencontre semble être le prélude d'une série de négocia-

tions qu'organisera, en fonction des résultats de Genève, l'émissaire onusien dans les mois à venir.

Le Maroc et le Front Polisario se sont réunis depuis 2007 en quatre rounds de pourparlers directs sous les auspices des Nations unies, mais ces négociations n'ont pas avancé dans le sens des objectifs fixés par les résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu. Le Maroc, qui occupé illégalement le Sahara occidental depuis plus de 40 ans et aucun pays au monde ne lui reconnaît une quelconque souveraineté sur ce territoire, est à l'origine du blocage de ces négociations malgré les propositions très acceptables du Front Polisario, rappelle-t-on.

Pour cette nouvelle rencontre, le Front Polisario a réitéré son engagement pour des négociations de "bonne foi" et "sans conditions" afin de trouver une solution "juste et durable" devant permettre au peuple sahraoui de s'exprimer librement sur l'avenir du Sahara occidental. Le Sahara occidental, dernière colonie d'Afrique, est une question de décolonisation opposant le Front Polisario au Maroc sur un territoire inscrit par l'Onu à la liste des territoires non autonomes, en attendant la mise en œuvre de la résolution 1514 de l'Assemblée générale du 14 décembre 1960, qui consacre le principe de l'autodétermination et de l'indépendance au pays et aux peuples coloniaux.

H. F.

## Le président sahraoui en visite officielle à Cuba

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, poursuivait lundi une visite officielle de trois jours, au cours de laquelle, il rencontrera son homologue cubain et les hautes autorités de ce pays, a rapporté l'agence de presse sahraouie (SPS).

Arrivé dimanche soir à la Havane, M. Ghali, également secrétaire général du

Front Polisario, a été reçu par le vice-ministre cubain des Affaires étrangères, Rogelio Sierra Diaz, en compagnie de hauts fonctionnaires du gouvernement cubain et de l'Ambassadeur de Cuba auprès de la République sahraouie, Clara Bolido.

Au menu du programme de la visite du président sahraoui, figurent des entretiens avec les autorités cubaines et ren-

dra, à la faveur d'une cérémonie, un hommage à José Martí, le héros national cubain.

Le président Ghali est accompagné d'une délégation composée de ministre délégué au ministère sahraoui des Affaires étrangères chargé de l'Amérique latine, Mansur Omar, l'ambassadeur de la RASD à Cuba, Malainin Tghana, et le Conseiller à la présidence de la

République sahraouie, Abdati Breika.

Cuba et la RASD ont établis des relations diplomatiques depuis janvier 1980 et sont liés par des liens de coopération notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Des milliers de jeunes Sahraouis sont formés à Cuba en tant que techniciens et spécialistes dans divers domaines.

Reda A.

# Premier vol habité depuis l'échec d'un lancement

## Arrimage réussi d'un Soyouz avec l'ISS

La capsule Soyouz MS-11 s'est arrimée lundi "avec succès" à la Station spatiale internationale (ISS), a annoncé l'agence spatiale russe Roscosmos.



Il s'agit du premier vol habité de Soyouz vers l'ISS, avec trois hommes à bord, depuis l'échec d'une tentative en octobre pour rejoindre la station orbitale.

Un cosmonaute russe et deux astronautes américain et canadien étaient partis sans accroc lundi à bord de Soyouz en direction de l'ISS.

Le Canadien David Saint-Jacques, l'Américaine Anne McClain et le Russe Oleg Kononenko ont été envoyés dans l'espace comme prévu à 11H31 GMT de Baïkonour, le cosmodrome russe situé au cœur des steppes du Kazakhstan, pour une mission de six mois et demi en orbite à 400 kilomètres au-dessus de la Terre.

Neuf minutes après le décollage, "la capsule Soyouz MS-11 s'est détachée avec succès du troisième étage de la fusée et a continué son vol autonome vers la Station spatiale internationale", a annoncé l'agence spatiale russe Roscosmos dans un communiqué.

Ce décollage était très attendu, près de deux mois après l'échec du tir d'une fusée Soyouz qui avait vu ses deux occupants, Nick Hague et Alexeï Ovitchinine, être contraints à un retour sur Terre agité.

L'équipage "est bien en orbite ! Je suis reconnaissant au directeur

général (de Roscosmos) Dmitri Rogozine et à toutes les équipes de la Nasa et de Roscosmos pour leur engagement qui a fait de ce lancement un succès. Ad Astra ("vers les étoiles" en latin, ndr) !", a déclaré sur Twitter le patron de la Nasa, Jim Bridenstine.

### "Confiance"

Avant le départ, les trois membres de l'expédition avaient assuré avoir "confiance", selon les mots d'Oleg Kononenko, en la fusée Soyouz ainsi qu'en l'équipe de Roscosmos l'ayant mise au point.

"Le risque fait partie de notre métier", a déclaré dimanche le commandant de bord Oleg Kononenko, 54 ans et qui est dans l'espace pour la quatrième fois, se disant "psychologiquement et techniquement prêt" pour le décollage.

Lundi, David Saint-Jacques, particulièrement enjoué, a envoyé des baisers à la foule qui saluait et applaudissait le trio au moment où il partait vers le pas de tir, a constaté un journaliste de l'AFP.

Le 11 octobre, la fusée emportant l'Américain Nick Hague et le Russe Alexeï Ovitchinine avait connu une défaillance deux minutes après le décollage. Ce tir raté, le premier pour un vol habité dans l'histoire de la Russie post-soviétique, avait relancé les

doutes sur l'industrie spatiale russe, victime de nombreux échecs ces dernières années.

Parmi les missions assignées au cosmonaute russe figure une sortie dans l'espace, prévue pour le 11 décembre. Il enquêtera sur le trou découvert en août dans un vaisseau arrimé à la station orbitale, qui avait provoqué une légère décompression de l'ISS.

Aux côtés d'Oleg Kononenko, l'astronaute de la Nasa Anne McClain s'est dit "vraiment prête" pour le lancement. "Nous sommes prêts à partir et nous ne pensons pas à ça", a ajouté cette ancienne pilote de l'air de 39 ans au sujet de l'accident du 11 octobre.

David Saint-Jacques, le premier Canadien dans l'espace depuis Chris Hadfield en 2013, étudiera "comment les membres d'équipage apprennent à vivre ensemble en créant une culture commune" à bord de la Station, selon l'agence spatiale canadienne.

Parmi les dizaines d'autres expériences, les nouveaux arrivants dans l'ISS en réaliseront une imaginée par les scientifiques de l'agence spatiale britannique consistant en l'étude de minuscules vers pour examiner la perte de muscles qui touche les spatio-astronautes dans l'espace.

Pour cela, pas moins de 360.000 "caenorhabditis ele-

gans", des petits vers ronds et transparents d'environ un millimètre, doivent séjourner à bord de l'ISS. Cette étude est notamment destinée à permettre de mieux comprendre pourquoi les muscles de l'homme s'affaiblissent quand il vieillit.

### Un système "incroyablement sûr"

Quelques semaines après l'accident du 11 octobre, la commission d'enquête mise en place par Roscosmos avait conclu à la "déformation" d'un capteur pendant l'assemblage de la fusée Soyouz à Baïkonour.

Ce lancement raté a illustré les difficultés constantes de l'industrie spatiale russe. La construction du nouveau cosmodrome de Vostotchny, inauguré en avril 2016, a été marquée par de nombreuses affaires de corruption et la Cour des comptes russes a mis en cause fin novembre Roscosmos pour la disparition de plusieurs centaines de milliards de roubles "volés".

Le secteur souffre aussi de défauts de fabrication et de conception, comme dans la perte d'un cargo spatial Progress en décembre 2016 à la suite de laquelle les autorités avaient procédé au rappel des moteurs des fusées Proton.

AFP

## Lutte contre le réchauffement climatique

### L'Afrique du sud appelle à plus de soutien aux pays en développement

L'Afrique du Sud a appelé lundi à plus de soutien aux pays en voie de développement dans la lutte contre le réchauffement climatique, soulignant "l'importance de garantir une négociation en profondeur concernant les exigences et besoins techniques des nations en vue d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter".

S'exprimant lors des travaux de la 24e Conférence de l'ONU sur le climat (COP24) à Katowice (Pologne), qui se poursuit jusqu'au 14 décembre, la ministre sud-africaine des Affaires environnementales, Nomvula Mokonyane, a affirmé que "la conférence de Katowice devrait examiner le travail requis pour une mise en œuvre complète de l'Accord de Paris, fournir des garanties que l'équilibre politique de cet accord est maintenu et que toutes les questions importantes pour les pays en voie de développement se verront offrir des réponses dans le règlement qui sera adopté".

"La COP24 va se concentrer sur un point en particulier : s'assurer que les engagements pris par les pays développés pour la période pré-2020 sont bien honorés, y compris l'aide au financement climatique de 100 milliards de dollars par an aux pays en voie de développement", a-t-elle souligné.

G. A.

## Turquie

### Vague d'arrestations liées au prédicateur Gülen

Les autorités turques ont arrêté ou recherchent mardi plus de 250 personnes soupçonnées d'être liées au prédicateur Fethullah Gülen, accusé d'avoir orchestré la tentative de coup d'Etat avorté en 2016, a rapporté l'agence de presse Anadolu.

Dans le cadre de sept enquêtes distinctes menées aux quatre coins de la Turquie, les autorités ont interpellé 137 personnes et émis des mandats d'arrêt contre 130 suspects, a précisé l'agence.

Les enquêteurs ont notamment arrêté 55 personnes liées au conglomérat Kaynak Holding à Istanbul, 35 personnes soupçonnées d'avoir téléchargé l'application de messagerie cryptée ByLock à Ankara ou encore 32 suspects dans le cadre d'une enquête pilotée par le parquet de Kayseri (centre).

Les profils des personnes interpellées sont très différents, avec des militaires, pour certains toujours en service, des ingénieurs ou encore des enseignants, d'après les détails publiés par Anadolu.

Depuis le coup d'Etat manqué du 15 au 16 juillet 2016, les autorités turques ont lancé des purges d'une ampleur sans précédent. Plus de 55.000 personnes ont été arrêtées et 140.000 limogées ou suspendues.

R. I.

Italie

## Le nouveau chef de la mafia sicilienne arrêté

Le nouveau chef présumé de la mafia sicilienne et 45 autres personnes soupçonnées d'appartenir au crime organisé ont été arrêtés mardi, a annoncé le vice-président du Conseil italien Luigi Di Maio.

Parmi les personnes appréhendées par la police, figure Settimo Mineo, un joaillier de 80 ans, censé être le chef de la mafia de Palerme, la capitale sicilienne, et qui, selon les autorités, a été récemment nommé chef de la mafia pour toute l'île.

L'ancien patron de "Cosa Nostra", Salvatore "Toto" Riina, est mort en prison fin 2017 après avoir passé près d'un quart de siècle derrière les barreaux pour avoir ordonné des dizaines d'assassinats, dont ceux de deux magistrats antimafia, Giovanni Falcone

et Paolo Borsellino en 1992. "Ces arrestations (...) représentent l'un des plus gros coups infligés à la mafia par l'État. Mineo avait été élu 'héritier' de Toto Riina après sa mort. Il n'y a plus de place pour ce type d'ordure en Italie", a déclaré Luigi Di Maio sur Instagram.

De source policière, on indique que Settimo Mineo avait été élu chef lors d'une réunion des dirigeants provinciaux de la mafia sicilienne, le 29 mai dernier. La dernière réunion de ce genre remonterait à plus de 25 ans.

Autrefois tout puissant en Sicile, le gang mafieux le plus célèbre du monde a été décimé au cours des deux dernières décennies. De nombreux chefs se sont retrouvés derrière les barreaux et des biens ont été saisis,

tandis que la population semblait moins encline à accepter ce joug.

Les enquêteurs ont vu dans la réunion de mai de la hiérarchie (cupola) de Cosa Nostra le signe que le clan cherchait à se reconstruire.

"Après une opération extraordinaire dans la province de Palerme, la police a démantelé la nouvelle 'cupola' de Cosa Nostra", a déclaré sur Twitter le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini.

En revanche, Matteo Messina Denaro, surnommé le "Diabolik", est en fuite depuis 1993. Il est originaire de la province de Trapani, dans l'ouest de la Sicile. On ne sait pas s'il a assisté à la réunion du mois de mai dernier.

Reuters

Ouargla

# Vers la création de centres spécialisés pour les enfants autistes

**Des démarches sont entreprises pour la création des centres spécialisés pour les enfants autistes à Ouargla dans le but de promouvoir les conditions de prise en charge de cette catégorie d'enfants, a-t-on appris dimanche de l'association "communication" pour l'assistance des enfants autistes de la wilaya.**



La réalisation de ces structures est appelée à contribuer à la promotion de la prise en charge de cette catégorie d'enfants et de leur épargner les déplacements, accompagnés de leurs parents, vers d'autres wilayas du pays pour le traitement, au regard de la hausse des cas autistes dans la wilaya d'Ouargla, a indiqué le président de l'association, Omar

Boumesbahi.

Cette démarche requiert la coordination des efforts entre les différents acteurs pour la concrétisation de ce type de structures spécialisées, en vue d'une meilleure prise en charge sanitaire des autistes à l'avenir, a-t-il indiqué, à la veille de la célébration de la journée mondiale des personnes aux besoins spécifiques (3 décembre). Deux à quatre nou-

veaux cas autistes sont dépistés chaque semaine lors de chaque opération de diagnostic menée par l'association dans le cadre de ses activités menées tout au long de la semaine au niveau du centre culturel islamique, qui regroupe actuellement quatre salles accueillant huit groupes aux fins de dépistage, suivi psychologique et prise en charge pédagogique de cette frange, a ajouté M.

Boumesbahi.

Le même responsable a mis en avant l'importance de l'implication des différents acteurs, y compris les parents, et l'adoption de la culture de dépistage précoce des enfants autistes, que l'association œuvre, à ce titre, à assurer en vue de leur insertion sociale, le développement de leurs capacités cognitives, et leur prise en charge psychopédagogique adaptée à travers la mobilisation de huit psychologues, une orthophoniste et huit éducatrices.

Créée en 2015, l'association "communication" pour la prise en charge des autistes d'Ouargla recense 287 enfants autistes, dont 87 âgés de 3 à 12 ans, sont pris en charge, en sus de 27 autres âgés de plus de 14 ans et bénéficiant d'une prise en charge partielle, et le reste inscrits sur la liste d'attente.

L'association précitée œuvre, en coordination avec les instances concernées, pour l'ouverture de classes spéciales pour cette frange, la formation et le perfectionnement des encadreurs d'autistes et leurs parents pour une prise en charge plus efficace, a ajouté le président de l'association.

L. N.

Etablissement hospitalier "Dr Benzerdjeb" d'Ain Témouchent

## Huit interventions chirurgicales complexes de scoliose et dystrophie musculaire

Un staff de spécialistes de l'établissement hospitalier "Dr Benzerdjeb" d'Ain Témouchent ont effectué huit interventions chirurgicales très complexes sur des enfants atteints de scoliose et de dystrophie musculaire, a-t-on appris des responsables de cet hôpital.

Cette équipe médicale de l'hôpital est encadrée par un professeur spécialisé de l'hôpital Necker (France) au titre d'une convention de coopération mixte visant le transfert d'expériences nouvelles en matière d'orthopédie des interventions chirurgicales de traitement de scoliose. L'hôpital "Dr Benzerdjeb" est devenu pionnier dans ce domaine au niveau national, a souligné

son directeur, Abdelhamid Zerdaoui. Les huit interventions chirurgicales ont été programmées de vendredi soir jusqu'à dimanche au profit d'enfants âgés de 5 à 14 ans de plusieurs wilayas, a-t-on indiqué, signalant que l'établissement hospitalier "Dr Benzerdjeb" a enregistré, dans les dernières années, des résultats probants dans cette spécialité chirurgicale. L'Etablissement a accueilli des malades de différentes régions du pays, permettant d'éviter le transfert de certains malades vers des hôpitaux à l'étranger, surtout que les interventions de scoliose coûtent des sommes colossales en devises.

Le nombre d'interventions effectuées en

traitement de dystrophie musculaire et scoliose a atteint 40 actes depuis le début d'année en cours par un staff médical de l'hôpital "Dr Benzerdjeb", a souligné le chef de service orthopédie, Friz Benmansour.

La durée de l'intervention chirurgicale varie entre 2 et 14 heures selon le degré de la maladie et l'âge du malade. L'équipe médicale de ce service a acquis une notoriété en ce domaine grâce à la formation que l'hôpital "Dr Benzerdjeb" veille à concrétiser dans le cadre de la coopération avec des hôpitaux européens pilotes dans ce genre de chirurgie, a souligné le chirurgien, Mohamed Benamar.

K. B.

Au large de Bousfer

## Etude pour l'émersion d'un village-récif au large de Bousfer

L'étude pour l'émersion d'un village-récif au large de Bousfer, confiée au département de génie maritime de l'Université des sciences et technologies "Mohamed Boudiaf" (USTO), est finalisée, a indiqué le directeur local de la pêche et de l'aquaculture.

Après le succès de l'expérience-pilote de l'émersion d'un récif artificiel au large de Bousfer, un projet d'une plus grande envergure, un village-récif, dans la même

zone est en cours de préparation par la commission de wilaya des récifs artificiels, rappelle M. Mohamed Bengrina.

Le projet-pilote du récif artificiel de Bousfer, émergé sur une superficie de 30 m<sup>2</sup>, a donné des résultats "fulgurants", a noté le même responsable, ajoutant que son évaluation a démontré qu'il a drainé plus d'une cinquantaine d'espèces de poissons et crustacés, qui en ont trouvé un lieu de reproduction. "Le succès de ce projet-

pilote, une expérience désormais reconnu sur le plan national et la promulgation d'un décret régissant l'émersion des récifs artificiel, ont motivé la conception du nouveau projet", note M. Bengrina.

Le récif-pilote de Bousfer, émergé par l'association écologique marine "Barbarous", en partenariat avec la direction de la pêche et l'université d'Oran, avait décroché, en fin septembre dernier, le prix de la meilleure pratique en matière de recherche et

collecte de données sur la pêche artisanale, décerné par l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). "Une reconnaissance internationale qui nous encourage à aller de l'avant et faire encore mieux", se réjouit M. Bengrina, ajoutant que le projet du village-récif est le premier du genre à l'échelle nationale. Impliquant plusieurs structures, le département de génie-maritime de l'USTO, le département de biologie marine

de la même université, le département des sciences de la mer de l'université de Mostaganem, les gardes-côtes et la direction de la pêche, ce projet sera réalisé par l'association écologique marine "Barbarous".

Une réunion pour l'évaluation de cette étude sera tenue à la mi-décembre en cours, avant que le dossier ne soit présenté au wali d'Oran, qui préside la commission des récifs artificiels.

H. L.

Un colloque a été organisé à Laghouat

## Mettre en exergue les miracles scientifiques dans le Coran

Les participants à un colloque international sur "les miracles scientifiques dans le coran et la Sunna", ouvert dimanche à Laghouat, ont appelé à approfondir les études pour mettre en exergue davantage la confirmation des miracles scientifiques dans le Coran et la Sunna, dans les domaines intéressant l'humanité.

Des chercheurs et universitaires ont, lors de la séance d'ouverture du colloque, mis l'accent sur l'approfondissement des recherches et études scientifiques pour dévoiler davantage les signes des miracles scientifiques dans le Coran et la Sunna dans les domaines intéressant l'humanité, à travers notamment les découvertes scientifiques modernes, ainsi que l'examen des recherches philosophiques pour connaître les phénomènes des vérités coraniques dans l'aspect psychologique humain.

Pr Hocine Boudaoud de l'université de Laghouat a, dans une communication intitulée "signes des miracles dans la vie psychologique humaine", évoqué le thème des miracles dans le Coran, dont le texte coranique en lui-même, son agencement, sa consistance, sa précision et son influence sur le récitant et le récepteur.

L'intervenant a indiqué qu'il existait diverses théories philosophiques modernes qui n'arrivent pas à comprendre complètement l'être humain, ce qui fait dire que le Coran constitue un miracle continu, avant d'appeler à élargir les domaines de recherches pour cerner d'autres manifestations de miracles scientifiques dans le Coran.

Pr Salah Yahia Souab de l'université de Sanaa (Yé men) a, dans son intervention intitulée "exploitation des découvertes modernes dans les sciences islamiques", abordé les vertus des sciences modernes dans l'interprétation du saint Coran et du Hadith (paroles du prophète Mohamed QSSL) et dans l'explicitation et la confirmation de versets ayant fait l'objet d'interprétations confuses.

Le conférencier a passé en revue, en outre, les différentes voies permettant de tirer profit des sciences modernes, sur la base d'expériences scientifiques précises confirmant les vérités contenues dans les textes religieux.

Dans sa communication "Signes de miracle dans la description de l'éclipse lunaire dans le Coran", Dr Khaled Benamiour (université de Jijel), s'est penché sur "les procédés descriptifs contenus dans le saint Coran à ce sujet et pour des phénomènes similaires, explicitant dans une langue divine et une précision singulière des secrets de l'Univers, confirmées ensuite dans plusieurs études.

L'intervenant a évoqué les explications données par le Coran aussi bien sur la position de la terre entre soleil et la lune que sur les découvertes modernes qu'atteindra l'homme.

Bilal L.

Blida

# Le projet de dédoublement de l'axe Chiffa-Barrouguia réceptionné début 2019

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane a réaffirmé, lundi à Blida, la réception programmée du projet de dédoublement de l'axe de la RN1 reliant Chiffa (Blida) à Barrouguia (Médéa), pour le début de l'année 2019.



Ce tronçon de 53 km, inscrit au titre du projet de l'autoroute Est-Ouest sera réceptionné début 2019, à l'exception de la partie relative au pont, en réalisation par l'entreprise "Sapta", dont la livraison sera retardée à mars ou avril, en raison des "aspérités difficiles" du site, a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail, l'ayant mené à Blida et Médéa.

Il a fait part de l'affectation d'un plan spécial et d'équipes de travail activant en H24, en vue de la réception de ce pont dans les délais fixés.

"Les travaux de l'axe Chiffa-Barrouguia sont achevés, le projet est juste en attente des équipements relatifs aux tunnels, dont le système d'aération, les caméras de contrôle, les détecteurs de fumée, et autres systèmes de sécurisation des usa-

gers de ces ouvrages d'art", a souligné M.Zaâlane, signalant que ces équipements, importés de l'étranger, seront disponibles à partir du 15 du mois courant.

Les dernières retouches relatives à ce projet "de montagne par excellence" vont bon train, a-t-il ajouté. Des actions de boisement et d'embellissement de ses abords, et de tout son périmètre, y sont actuellement réalisées, dans l'attente de l'installation de panneaux signalétiques adaptés à cette zone de montagne, réputée pour ses chutes importantes de neige. Selon le ministre, cet axe autoroutier "fera office d'artère d'importance car considéré comme le point de départ de la RN1 transsaharienne. Il servira, de ce fait, non seulement les wilayas de Blida et Médéa, qui deviendront de véritables banlieues pour Alger (40 mn pour relier Alger à Médéa), mais

également toutes les wilayas des Hauts plateaux, à l'instar de Djelfa, Laghouat, et Ghardaïa jusqu'à Tamanrasset", a indiqué M. Zaâlane.

Encore plus, ce dédoublement de route sera d'un apport considérable dans la réduction des accidents de la route, tout en permettant un gain de temps et un désenclavement de cette région en saison hivernale notamment, et partant aidera à la promotion de la vieille route nationale, connue pour ses paysages féériques, en une 1/2 route touristique par excellence".

Au plan économique, le ministre des Travaux publics et des Transports a souligné la contribution attendue de ce projet dans l'amélioration de l'attractivité de la wilaya de Médéa auprès des investisseurs, connus pour privilégier

les zones proches des autoroutes, d'Alger et des sources de financement, prévoyant, à moyen terme, "une véritable relance économique dans cette région, grâce à ce projet".

Sur un autre plan, M. Zaâlane a signalé l'étude en cours du projet de réhabilitation de la ligne ferroviaire Blida-Boughezoul, inscrit au titre du Plan national d'aménagement du territoire, ajoutant que son inscription (projet) se fera suivant les disponibilités financières.

Durant cette visite à Blida, le ministre s'est rendu sur le chantier de la partie de ce projet traversant la wilaya sur 9,6 km, dont deux tunnels, dans les deux sens, de 2,4 km chacun. Il poursuivra sa visite à Médéa pour une inspection de la partie restante du projet s'étalant jusqu'à Barrouguia.

R. B.

## Concession agricole à Tébessa Près de 20 000 dossiers déposés depuis janvier

■ Quelque 20.000 agriculteurs de la wilaya de Tébessa ont déposé "depuis janvier dernier" des dossiers pour la régularisation du statut juridique des terres agricoles qu'ils exploitent, a indiqué lundi le directeur local des services agricoles, Makhlouf Hormi. Ces agriculteurs ont déposé leurs dossiers au niveau des secrétariats des 12 dairas de Tébessa, dans le cadre de l'opération de reconversion du régime d'exploitation du foncier agricole, pour ceux qui bénéficiaient auparavant du droit de jouissance sur des terres agricoles relevant du domaine privé de l'Etat, a souligné le même responsable.

Rappelant que cette opération nationale a été lancée par la tutelle, en coordination avec les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locale et de l'Aménagement du territoire et le ministère des Finances, la même source a ajouté que cette opération se poursuit dans "les meilleures conditions".

M. Hormi a relevé qu'une commission mixte, composée de représentants des services agricoles, des domaines publics et des ressources en eau, ainsi que des chefs de dairas et des services de sécurité, s'attèle à examiner les dossiers déposés, soulignant que les terres agricoles récupérées relevant du domaine de l'Etat seront attribuées aux investisseurs dans le secteur agricole.

Le directeur local des services agricoles a relevé que cette wilaya frontalière enregistre depuis 2015 "une progression significative" dans la production agricole et s'efforce "à entretenir cette avancée et accompagner les investisseurs agricoles sur tous les plans".

H. T.

Mila

## Les habitants d'Echaâra demandent du gaz et électricité

■ Des dizaines d'habitants de la région d'Echaâra, relevant de la commune d'El Mechira (Mila), se sont rassemblés lundi devant le siège de la wilaya pour réclamer le renforcement de cette concentration urbaine en électricité et gaz naturel. Le représentant des protestataires a indiqué, à l'APS, que la région d'Echaâra est une importante concentration urbaine, la seconde après la commune d'El Mechira, soulignant que les habitants de cette région "font face depuis des années à des coupures d'électricité récurrentes et attendent depuis 2 ans la concrétisation du projet de raccordement des foyers au réseau de gaz naturel".

Moussa Maghlaoui, président de l'Assemblée populaire communal (P/APC) de cette collectivité locale, a reconnu les difficultés auxquelles font face les habitants de cette région, précisant à l'APS que le raccordement au réseau de gaz naturel nécessite "un projet sectoriel compte tenu des ressources financières limitées de la commune".

S'agissant du renforcement de l'alimentation en courant électrique, M. Maghlaoui a ajouté que le financement du projet "reste tributaire de la décision de l'Assemblée populaire de wilaya", tout en affirmant que ce dossier "a été transmis aux services de l'APW l'été dernier". A signaler que des représentants des manifestants ont été reçus à la wilaya.

H. L.

Tizi-Ouzou

# Livraison de 242 logements LSP-FNPOS

Un quota de 242 logements de type F3 sera livré au premier trimestre 2019, à Tizi-Ouzou, a indiqué, lundi Achour Lynda, directrice régionale du Fonds National de Péréquation des Oeuvres Sociales (FNPOS).

Ces logements situés dans la localité de Tamda (commune de Ouaguenoun, 20 KM au Nord-est de Tizi-Ouzou) constituent "une deuxième tranche d'un programme de 500 logements dont une première tranche de 258 ont été déjà livrés aux bénéficiaires", a-t-elle souligné. Ces derniers, avait-elle rap-

pelé "avaient bénéficié et de l'aide de la Caisse nationale du logement (CNL) qui s'élève à 700 000 DA et de celle du FNPOS qui est de 500 000 DA, en plus d'un prêt bancaire".

S'exprimant lors d'une cérémonie de tirage au sort devant servir au positionnement de ces logements, la responsable du FNPOS a souligné qu'"à l'occasion de la célébration de la journée internationale des personnes aux besoins spécifiques, il a été décidé de réserver un quota à cette catégorie" qu'elle a invité à se rapprocher du Fonds

pour "déposer leurs dossiers".

Elle a rappelé, à l'occasion, que "ce deuxième quota, dont les travaux ont commencé en 2016, prévu à la livraison au même temps que la première a été retardé pour cause d'une opposition sur le terrain devant les accueillir qui a n'a été levée en 2013". Présent à la cérémonie, le wali, Abdelhakim Chater a indiqué qu'"une distribution d'un autre quota de logements interviendront d'ici la fin de l'année, à l'occasion de la célébration des événements u 11 décembre 1960".

H. A.



Yémen

# Le processus en vue d'un règlement politique semble s'accélérer

Le processus en vue d'un règlement politique au Yémen semble s'accélérer, après l'évacuation de rebelles blessés et un soutien marqué mardi du gouvernement émirati --un des principaux acteurs de la guerre-- à la tenue de pourparlers de paix inter-yéménites en Suède.



Le médiateur de l'ONU, le Britannique Martin Griffiths, se trouve lui-même dans la capitale yéménite Sanaa, contrôlée par les rebelles Houthis. Lundi soir, le Koweït, qui avait accueilli les derniers pourparlers en 2016, a déclaré que la délégation rebelle quitterait le Yémen mardi pour la Suède où de nouvelles négociations pourraient s'ouvrir dès cette semaine.

Le gouvernement des Emirats arabes unis, un des piliers avec l'Arabie saoudite d'une coalition militaire soutenant le gouvernement yéménite, a estimé mardi que les pourparlers prévus en Suède constituaient une chance "décisive" pour mettre fin à un conflit meur-

trier qui dure depuis quatre ans.

"Nous pensons que la Suède offre une occasion décisive pour s'engager avec succès dans une solution politique pour le Yémen", a déclaré Anwar Gargash, ministre d'Etat émirati aux Affaires étrangères.

L'évacuation lundi vers le sultanat d'Oman de rebelles Houthis blessés au Yémen a ouvert la voie à des négociations en Suède. La question de l'évacuation d'insurgés blessés avait été à l'origine de l'échec de pourparlers en septembre à Genève.

Les Houthis avaient alors accusé l'Arabie saoudite, qui contrôle l'espace aérien yéménite, d'avoir empêché le départ de blessés et de ne pas avoir donné de garanties pour le voyage

aller-retour en toute sécurité de la délégation rebelle.

Selon Anwar Gargash, l'évacuation lundi de 50 Houthis blessés "démontre une nouvelle fois le soutien apporté à la paix par le gouvernement yéménite et la coalition arabe".

"Une solution durable menée par les Yéménites offre la meilleure chance pour mettre fin à la crise actuelle", a-t-il dit, ajoutant toutefois: "Un Etat stable, important pour la région, ne peut coexister avec des milices illégales".

M. Gargash a rappelé l'importance de la résolution 2216 adoptée en avril 2015 par le Conseil de sécurité de l'ONU qui souligne la légitimité du gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi et exige le retrait des Houthis des villes et régions qu'ils occupent au Yémen, ainsi que la restitution des armes lourdes, dont les systèmes de missiles.

La résolution 2216 offre "une feuille de route réaliste", a estimé le ministre émirati.

## Soutien saoudien

Dès lundi, le colonel saoudien Turki al-Maliki, porte-parole de la coalition antirebelles, avait déclaré que l'autorisation pour l'évacuation de blessés avait été donnée "à la demande" de Martin Griffiths "pour des raisons humanitaires" et comme "mesure destinée à instaurer la confiance" avant les pourparlers prévus en Suède.

Il avait aussi souligné que la coalition soutenait les efforts du médiateur de l'ONU "pour parvenir à une solution politique".

La réouverture prochaine de

l'aéroport international de Sanaa et un échange de prisonniers figurent parmi d'autres "mesures de confiance" possibles prochainement, selon des sources politiques yéménites.

L'Arabie saoudite est sous la pression des grands pays occidentaux depuis l'assassinat de Jamal Khashoggi, journaliste critique du prince héritier Mohammed ben Salmane, par des agents saoudiens le 2 octobre au consulat du royaume à Istanbul. Parallèlement aux sollicitations pour que toute la lumière soit faite sur cette affaire qui a terni l'image de Ryad, les appels se multiplient pour que les Saoudiens accélèrent un règlement politique au Yémen.

La situation humanitaire s'est considérablement aggravée ces derniers mois dans ce pays pauvre de la péninsule arabique où des millions de civils sont menacés par la famine, indépendamment des combats.

Partis en 2014 de leur bastion dans le nord du Yémen, les Houthis, qui sont soutenus politiquement par l'Iran, ont pris le contrôle de vastes régions du pays, dont la capitale Sanaa et la ville portuaire de Hodeida (ouest). Depuis l'intervention militaire de la coalition sous commandement saoudien en mars 2015, les combats ont fait quelque 10.000 morts et plus de 56.000 blessés au Yémen, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Mais des ONG estiment que le bilan réel des victimes directes ou indirectes du conflit est largement plus élevé.

AFP

Cisjordanie

## Un Palestinien tué par des tirs israéliens

Un Palestinien a été tué mardi par des tirs de soldats de l'armée d'occupation israélienne en Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Mohammad Habal, 22 ans, a été tué par balles suite à une incursion nocturne des forces d'occupation dans la ville de Tulkarem, dans le nord de la Cisjordanie, a précisé Wafa.

Une source médicale locale a indiqué que le jeune homme avait été touché à la tête.

Les forces d'occupation israéliennes effectuent régulièrement des raids nocturnes en Cisjordanie occupée en vue d'y mener des arrestations arbitraires.

L'Autorité palestinienne dénonce ces raids comme une violation des accords d'autonomie signés avec Israël.

R. I.

Ukraine

## Vers la résiliation du traité d'amitié avec la Russie

Le président ukrainien Petro Porochenko a remis lundi au Parlement un projet de loi sur la résiliation du Traité d'Amitié, de Coopération et de Partenariat entre l'Ukraine et la Russie, a indiqué le service de presse du parlement.

En septembre, M. Porochenko avait signé un décret pour appliquer une décision du Conseil national de Défense et de Sécurité résiliant le traité d'amitié avec la Russie signé en 1997. Ce traité prévoyait le respect des frontières par les deux pays et la résolution pacifique des différends les opposant.

Les relations entre Kiev et Moscou, qui sont tendues depuis 2014, se sont encore détériorées le mois dernier. Le 25 novembre, trois navires de la marine ukrainienne qui tentaient de traverser le détroit de Kertch pour passer de la mer Noire à la mer d'Azov ont été saisis par les forces russes après avoir prétendument violé la frontière russe.

La marine ukrainienne assure avoir informé en avance la Russie du passage de ses navires, mais la Russie affirme le contraire.

Depuis mercredi dernier, la loi martiale est imposée dans 10 régions ukrainiennes bordant la Russie pendant 30 jours.

M. Porochenko a souligné que "la loi martiale ne signifie pas que la guerre est déclarée" mais qu'une étape a été franchie vers le renforcement de la défense ukrainienne.

R. I.

Sanctions américaines

# L'Iran menace de bloquer les exportations de pétrole dans le Golfe

Le président iranien Hassan Rohani a de nouveau menacé mardi de bloquer les exportations de pétrole dans le Golfe, en réaction aux sanctions américaines établies à la suite du retrait unilatéral de Washington de l'accord sur le nucléaire.

"Les Etats-Unis devraient savoir qu'ils ne sont pas en mesure d'empêcher l'exportation du pétrole iranien", mais "s'ils essayent (...), il n'y aura plus de pétrole à exporter depuis le Golfe persique", a déclaré M. Rohani. Le président iranien s'exprimait lors d'une réunion

publique dans la province de Semnan (nord), retransmise à la télévision.

Les Etats-Unis ont quitté unilatéralement en mai l'accord sur le nucléaire iranien, conclu en 2015 à Vienne entre Téhéran et les grandes puissances.

L'administration de Donald Trump a par la suite rétabli des sanctions américaines, notamment contre le secteur énergétique, le mois dernier.

Le dernier rapport de l'indice de consommation publié par la Banque centrale iranien-

ne indique que les prix des produits alimentaires ont augmenté de 56% sur un an, en octobre.

Admettant l'existence de "quelques problèmes", M. Rohani a assuré qu'ils seraient traités dans le budget 2019, qui doit être présenté le 16 décembre.

Il a affirmé que le gouvernement maintiendrait les subventions sur les denrées de première nécessité et s'engagerait sur une augmentation de 20% des salaires et pensions des fonctionnaires.

R. K.

Selon Kiev

# La Russie a partiellement débloqué l'accès à la mer d'Azov

La Russie a partiellement débloqué l'accès à la mer d'Azov, ont annoncé mardi les autorités ukrainiennes, laissant présager un apaisement des tensions dans cette zone sensible au coeur d'un bras de fer entre Kiev et Moscou.

Cruciaux pour les exportations ukrainiennes, "les ports de Berdiansk et Marioupol sont partiellement débloqués. Les navires entrent et sortent par le détroit de Kertch" reliant la mer Noire à celle d'Azov, a indiqué dans un communiqué le ministre ukrainien des

Infrastructures, Volodymyr Omelyan.

"La partie russe les arrête et les inspecte comme avant, mais la circulation a partiellement repris", a-t-il poursuivi.

Selon lui, 17 navires attendaient toujours lundi de pouvoir

entrer la mer d'Azov et un autre patientait à la sortie.

Kiev et Moscou sont engagées dans leur pire bras de fer depuis plusieurs années après l'arraisonnement par la Russie le 25 novembre de trois navires militaires ukrainiens qui tentaient de

pénétrer en mer d'Azov.

Il s'agit de la première confrontation militaire ouverte entre Moscou et Kiev depuis l'annexion en 2014 par la Russie de la péninsule ukrainienne de Crimée.

K. L.



Sierra Leone

# Le "diamant de la paix" tarde à tenir ses promesses

**Emmanuel Momoh embrasse du regard le hameau tranquille semblable à tant d'autres de la province diamantifère de Kono, dans l'est de la Sierra Leone. Un an après la vente d'une pierre exceptionnelle qui a fait la fortune de ce pasteur évangélique, les villageois en attendent encore les retombées.**



**V**endu aux enchères par le gouvernement pour 6,5 millions de dollars le 4 décembre 2017 à New York, il devait incarner la rupture avec les fameux "diamants du sang", dans ce pays d'Afrique de l'Ouest meurtri par une décennie de guerre civile (1991-2002).

La controverse autour de ces pierres précieuses ayant servi à financer des conflits en Afrique, comme en Angola ou en Sierra Leone, a abouti à la création du régime international de certification dit "de Kimberley", entré en vigueur en 2003, qui fixe les conditions d'exportation des diamants pour ses 75 États membres.

Mais pour la population, "absolument rien ne s'est passé", déplore le pasteur quadragénaire installé à Freetown. C'est lui, détenteur d'une licence de prospection minière,

qui emploie les hommes ayant découvert en mars 2017 ce diamant de 709 carats (environ 140 grammes), à proximité du village de Koryardu, parsemé de gros rochers.

"Les enseignants travaillent bénévolement et ils ne sont pas qualifiés", ajoute-t-il.

Un enseignant de la région, Victor Tamba Yopoi, confirme: "Nous ne voyons rien qui montre que des diamants sont extraits ici. Il faut faire en sorte qu'un pourcentage revienne sur place et qu'on le voie, pas uniquement dans les journaux, mais sur le terrain".

## Tenir ses promesses

Suivant le seul circuit légal pour vendre ce diamant non taillé, le pasteur l'avait remis à l'administration du président de l'époque, Ernest Bai Koroma, qui l'avait

baptisé "diamant de la paix".

"J'aurais aussi pu faire sortir le diamant (de Sierra Leone) vers la Belgique, via un passeur local, mais j'étais convaincu que le gouvernement devait s'engager pour aider nos concitoyens, donc je l'ai remis" aux autorités, avait-il expliqué.

En vendant elles-mêmes le diamant, les autorités voulaient encourager les prospecteurs à renoncer aux trafics.

Le gouvernement avait d'abord jugé insuffisante la meilleure offre reçue lors d'enchères organisées en mai à la Banque centrale de Freetown, qui était de plus de 7 millions de dollars. Il s'était alors résolu à vendre le diamant à l'étranger, pour finalement n'en obtenir que 6,5 millions.

Déduction faite de la part due aux cinq mineurs à l'origine de la découverte,

Emmanuel Momoh a tiré de la vente environ deux millions de dollars, dont il n'a conservé que la moitié à la suite de dons à des chefs traditionnels, des oeuvres caritatives et des habitants du village, a-t-il indiqué à l'AFP.

L'État a de son côté perçu 60% du produit de la vente, dont un quart, soit environ un million de dollars, devait être alloué à un fonds pour le développement de Koryardu.

Le village n'en a pas toujours pas vu la couleur. Situé au bout d'une piste de 10 km impraticable six mois par an, il n'est toujours pas raccordé au réseau électrique et n'a ni école digne de ce nom, ni centre de santé, a constaté une correspondante de l'AFP.

"Si le gouvernement ne tient pas ses promesses, les gens n'auront plus confiance et n'apporteront plus leurs diamants aux autorités. Pas seulement à Koryardu, mais dans toute la région de Kono", prédit Emmanuel Momoh.

## Panneaux solaires

Le contrat d'un million de dollars attribué par l'administration Koroma à une société chinoise pour la construction de la nouvelle école et d'un centre de santé a été gelé après l'arrivée au pouvoir du nouveau président, Julius Maada Bio, élu en avril, expliquent les nouvelles autorités. Après révision, ces projets devraient toutefois être rapidement remis sur les rails.

"Deux ou trois questions devaient être réglées et ce travail est pratiquement achevé. Nous nous attendons à ce que les travaux reprennent avant Noël. La bonne nouvelle, c'est que l'argent est toujours disponible", a expliqué à l'AFP le directeur de la communication de l'Agence nationale des minerais (NMA), Ibrahim Satti Kamara.

"C'est normal qu'il puisse y avoir de la frustration, mais ça devrait changer quand les travaux reprendront", a-t-il dit. "Nous savons que nous avons la responsabilité de mériter cette confiance. C'est pour cela que nous faisons très attention à la manière dont l'argent est utilisé."

En attendant, et pour apaiser l'amertume qui s'installe à Koryardu, le Rapaport Group, maison de vente qui a organisé gratuitement les enchères, a fourni au village en novembre ses 50 premiers panneaux solaires. "Nous voulons nous assurer que les villageois voient quelque chose de tangible, le temps que le gouvernement s'organise", a déclaré à l'AFP le dirigeant de la société, Martin Rapaport, lors d'un déplacement à Koryardu. **AFP**

Est de la RDC

# 18 morts dans des combats entre l'armée et des rebelles

**Q**uatre soldats et 14 rebelles ont été tués dans l'Est de la République démocratique du Congo dans des combats entre l'armée et des miliciens regroupés autour d'un ancien officier qui s'est retourné contre le président Joseph Kabila, ont indiqué des sources militaires.

Lundi matin, un soldat et deux rebelles ont été tués dans ces affrontements qui mettent aux prises l'armée au groupe armé Yakutumba, du nom de l'ex-officier William Amuri Yakutumba qui a pris le maquis contre

le président Joseph Kabila.

Les combats ont lieu dans le territoire de Fizi, province du Sud Kivu. Ces miliciens seraient alliés aux rebelles du Front national de libération (FNL) du Burundi voisin, selon plusieurs sources de la région interrogées par l'AFP. "Les rebelles ont déjà perdu 12 combattants, parmi eux le commandant Alida, l'adjoint de Yakutumba", avait déclaré dimanche un porte-parole de l'armée dans la région, le capitaine Dieudonné Kasereka.

"Trois soldats sont morts noyés avec

leurs armes dans une rivière", a-t-il ajouté à l'AFP. En septembre 2017, la milice Yakutumba avait directement menacé l'une des grandes villes de la province du Sud Kivu, Uvira, grand port sur le lac Tanganyika en face de Bujumbura. La Mission des Nations unies au Congo (Monusco) avait dû intervenir avec des hélicoptères. En février de cette année, l'armée congolaise avait affirmé avoir "anéanti" les Yakutumba lors d'une offensive.

Riche en minerais, le territoire de Fizi

était le fief de la rébellion de Laurent-Désiré Kabila, le père de l'actuel président congolais, et de l'Alliance des forces démocratiques de libération (AFDL) qui a pris le pouvoir en renversant en mai 1997 le maréchal Mobutu Sese seko. Plus d'une centaine de groupes armés sont répertoriés dans l'Est de la RDC. Des élections sont prévues le 23 décembre dans le pays pour désigner un successeur au président Kabila et élire des législateurs. **AFP**

# La RDC triple les prix de trois minéraux stratégiques

**L**a République démocratique du Congo a déclaré le cobalt matière "stratégique" et a triplé le taux de redevance que les groupes miniers doivent acquitter pour ce composant clé des batteries électriques, a annoncé lundi le ministre des Mines.

Ce taux est porté à 10%, a

indiqué le ministre, Martin Kabwelulu. Le taux de redevance de 10% s'appliquera également au coltan, utilisé pour l'alimentation des appareils électroniques, et au germanium, employé dans la fabrication de transistors.

Le Premier ministre, Bruno Tshibala, a signé un décret en ce

sens le 27 novembre dernier en application du nouveau code minier, a précisé le ministre des mines.

L'adoption cette année du nouveau code a suscité une vive opposition d'investisseurs tels que Glencore et China Molybdenum.

Avant d'être qualifiés de stra-

tégiques, ces minéraux étaient assujettis au taux général de redevance de 3,5%. Ce taux était déjà une augmentation par rapport à celui de 2% du précédent code minier du Congo, qui était en vigueur jusqu'en juin.

Le Congo est le premier producteur de cuivre d'Afrique et extrait plus de 60% du cobalt

mondial.

Les prix du cobalt ont augmenté au cours des deux dernières années, principalement en raison de la demande de voitures électriques, mais ont chuté de plus de 40% depuis mars en raison d'un excédent de produits chimiques à base de cobalt. **Reuters**

Brexit

# Cinq jours de débat au Parlement britannique avant un vote historique

**Les députés britanniques entament mardi cinq jours de débats sur les termes du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, avant un vote historique le 11 décembre qui déterminera l'avenir de leur pays et celui de leur Première ministre.**

L'accord de divorce entre le Royaume-Uni et l'UE, fruit de 17 mois de difficiles négociations, est présenté par Theresa May comme le "meilleur possible". En ouvrant les débats mardi, elle dira qu'il "répond aux attentes du peuple britannique", selon des extraits de son discours transmis par ses services.

"Le peuple britannique veut que nous allions de l'avant avec un accord qui respecte le résultat du référendum et nous permette de rassembler le pays, quelle que soit la manière dont nous avons voté", dira-t-elle.

Mais avant qu'elle ne s'adresse aux députés, ceux-ci voteront pour décider si le gouvernement s'est rendu coupable d'"outrage au Parlement", en refusant d'accéder aux demandes de partis d'opposition de publier la totalité de l'avis juridique sur le traité de retrait.

Lundi, l'Attorney General (ministre chargé de conseiller juridiquement le gouvernement), Geoffrey Cox, avait publié un résumé de cet avis juridique. Lors d'un débat animé au Parlement, il avait justifié sa décision de ne pas le publier en intégrant car ces informations restent habituellement confidentielles, mais avait assuré qu'il n'y avait rien à cacher.

## Menaces de renversement

Ce contretemps intervient dans une atmosphère déjà électrique, le traité de retrait de l'UE suscitant l'hostilité de députés de tous bords.

Outre l'opposition travailliste, les europhiles du Parti libéral-démocrate et les députés écossais indépendantistes, l'allié nord-irlandais de Theresa May, le petit parti



unioniste DUP, s'oppose au texte, ainsi que des dizaines de députés conservateurs favorables à une rupture franche avec l'UE.

Menacée d'un échec au Parlement, la cheffe du gouvernement a fait planer la menace d'un départ de l'UE sans accord, avec de lourdes conséquences pour l'économie britannique. Elle a aussi averti qu'il pourrait bien ne pas y avoir de Brexit du tout.

Le Labour compte déclencher une motion de défiance si Theresa May échoue à faire adopter le texte.

Mme May affronte en outre certains eurosceptiques de son propre camp, qui voudraient aussi la renverser.

Elle a souligné lundi que les prochains jours allaient être cruciaux. "C'est un moment important dans notre histoire", a-t-elle dit à la chaîne de télévision ITV.

## Second référendum ?

Le référendum de juin 2016, remporté à 52% par le camp du "Leave", avait laissé le

pays profondément divisé.

Après des mois de discussions, le texte conclu avec l'UE laisse les deux camps frustrés. Les plus fervents "Brexiters" estiment que le Royaume-Uni ne va pas franchement couper les ponts avec l'UE, tandis que les europhiles espèrent encore faire marche arrière.

L'option d'un second référendum a aussi gagné des soutiens. Lundi, des députés des partis conservateur, travailliste, libéral-démocrate et vert ont remis à Downing Street une pétition de plus d'un million de signatures demandant un nouveau vote.

"C'est la seule possibilité si le Parlement est dans une impasse", a dit à l'AFP la députée conservatrice Justine Greening.

Le traité de retrait comprend notamment la facture du divorce dont devra s'acquitter le Royaume-Uni, évaluée entre 40 et 45 milliards d'euros, garantit les droits

des Européens vivant au Royaume-Uni et des Britanniques dans l'UE et définit une période de transition qui débutera après le Brexit, prévu le 29 mars 2019, pour durer jusqu'en décembre 2020.

Il prévoit un "filet de sécurité" pour éviter le retour à une frontière physique entre la province britannique d'Irlande du Nord et l'Irlande et préserver la paix sur l'île.

Ce mécanisme controversé, qui consiste à créer un "territoire douanier unique", englobant l'UE et le Royaume-Uni, n'entrerait en vigueur qu'après la période de transition et seulement si aucune meilleure solution n'était trouvée d'ici à la mi-2020.

Les élus critiques de Theresa May voudraient qu'elle renégocie le texte, une option exclue par l'UE.

Deux jours après le vote au Parlement britannique, prévu le 11 décembre, Theresa May doit retourner à Bruxelles pour un nouveau sommet européen.

AFP

## Climat : le monde appelé à ne «pas trahir» les générations futures

■ Face au sombre constat d'un monde loin d'être sur les bons rails pour freiner le réchauffement climatique, des pays particulièrement menacés par ses impacts dévastateurs ont appelé lundi les plus riches à faire plus, pour ne "pas trahir" les générations futures.

Malgré les preuves irréfutables, le monde "ne va pas du tout dans la bonne direction" pour freiner le changement climatique, a mis en garde le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres lors d'un sommet organisé au 2e jour de la 24e Conférence de l'ONU sur le climat à Katowice, en Pologne. Pour "beaucoup de gens, de régions et même de pays, c'est déjà une question de vie ou de mort", alors "il est difficile de comprendre pourquoi nous, collectivement, avançons toujours si lentement, et même dans la mauvaise direction", a-t-il ajouté devant un parterre clairsemé de chefs d'Etat et de gouvernements.

Mais pour les pays en développement déjà particulièrement touchés par la multiplication des sécheresses, des tempêtes ou l'élévation du niveau des océans, ce sont les pays riches qui doivent faire plus, pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et pour aider le Sud à se préparer aux catastrophes.

"Nous avons le sentiment d'avoir été punis pour des erreurs que nous n'avons pas commises. La communauté internationale doit faire en sorte que justice soit faite", a déclaré la présidente du Népal Bidhya Devi Bhandari, évoquant la fonte des glaciers himalayens.

"A ceux qui traînent les pieds, je dis simplement "faites le", a renchéri le Premier ministre fidjien Frank Bainimarama,

président de la COP23, appelant "sans équivoque" à relever les ambitions. "Que Dieu nous pardonne, si nous ignorons les preuves irréfutables, nous deviendrons la génération qui a trahi l'humanité".

L'Accord de Paris de 2015, dont les règles d'application doivent être finalisées pendant les deux semaines de cette COP, vise à limiter le réchauffement de la planète à "2°C par rapport à l'ère pré-industrielle et idéalement à "1,5°C.

Un récent rapport des scientifiques du Giec, tout en évoquant les nettes différences en termes d'impacts attendus entre ces deux objectifs, a aussi souligné qu'il faudrait, pour rester sous +1,5°C, réduire les émissions de CO2 de près de 50% d'ici à 2030 par rapport à 2010.

### "Le mal absolu"

Pour aider les pays en développement à réduire leurs propres émissions et à s'adapter aux impacts du réchauffement, les pays du Nord ont promis de porter d'ici 2020 leurs financements à 100 milliards de dollars par an. Mais cet objectif, loin des besoins colossaux, n'est pas encore atteint. Dans un contexte géopolitique peu propice aux engagements, et alors qu'aucun des pays du G20 n'était représenté au plus haut niveau à Katowice, la Banque mondiale a fait sensation, annonçant sous les applaudissements une mobilisation de 200 milliards de dollars pour 2021-2025.

"Cela dépend de chacun de faire tout ce qu'il peut contre le changement climatique, sinon, nos enfants et nos petits-enfants ne nous le pardonneront pas", a plaidé sa directrice générale Kristalina Georgieva. "Les leaders politiques doi-

vent commencer à remettre en cause les intérêts qui perpétuent la crise climatique", a de son côté plaidé Baron Divavesi Waqa, président de l'île de Nauru, en référence aux énergies fossiles. "Les puissants ont toujours joué avec d'autres règles, mais ils ne peuvent échapper aux lois de la physique." Invité surprise du sommet, l'ancien gouverneur de Californie Arnold Schwarzenegger a lui aussi pris pour cible les énergies fossiles.

"J'aimerais être Terminator dans la vraie vie pour voyager dans le temps et arrêter les énergies fossiles quand elles ont été découvertes", a déclaré l'ancien acteur. "Le mal absolu, ce sont les énergies fossiles, le charbon, l'essence, le gaz", a-t-il insisté devant le président polonais de la COP24 Michal Kurtyka dont le pays continue à défendre son industrie du charbon.

La Pologne a d'ailleurs ouvert à la signature des États la "déclaration de Silésie" pour une "transition juste", que certains observateurs voient comme une excuse pour ralentir le passage à une économie bas-carbone. Ce texte, signé notamment par l'UE, met en avant les risques pour les travailleurs dont les emplois pourraient disparaître en cas de sortie des énergies fossiles.

"Nous ne pouvons pas mettre en oeuvre des politiques climatiques contraires à la volonté de la société et au déclin des conditions de vie", a insisté le président polonais Andrzej Duda, en référence à la crise des "gilets jaunes" qui secoue la France. Un mouvement parti de revendications contre la hausse de la fiscalité écologique sur les carburants.

AFP



# Trump dit vouloir enrayer la course aux armements avec Pékin et Moscou

**Le président américain Donald Trump a affiché lundi sa volonté de travailler avec la Chine et la Russie pour mettre fin à une course aux armements devenue "incontrôlable", mais est resté évasif sur le calendrier comme sur la portée de ces éventuelles discussions.**

**C**es déclarations du locataire de la Maison Blanche, qui a depuis son élection envoyé des signaux pour le moins contradictoires sur ce dossier sensible, interviennent dans une période de vives tensions entre Washington et Moscou qui s'accusent mutuellement de violer ou contourner les traités existants.

Nombre de pays européens mettent en garde depuis plusieurs mois contre les risques d'une relance de la course aux armes nucléaires entre les deux anciens ennemis de la Guerre froide.

"Je suis certain que, à l'avenir, le président Xi et moi-même, avec le président Poutine, nous commencerons à parler d'une pause significative dans ce qui est devenu une course aux armements majeure et incontrôlable", a tweeté M. Trump, deux jours après sa rencontre avec le dirigeant chinois à Buenos Aires en marge du sommet du G20.

"Les Etats-Unis ont dépensé 716 milliards de dollars cette année. Fou!", a-t-il ajouté, quelques mois après avoir signé - et longuement vanté - une loi pré-

voyant une hausse significative des dépenses militaires américaines.

Réagissant à cette annonce, le Kremlin a déploré que M. Trump ait annulé au dernier moment le face-à-face prévu avec son homologue russe en Argentine.

"Nous attendions la rencontre entre MM. Poutine et Trump qui auraient pu (...) esquisser le cadre d'un dialogue sur ce sujet. Malheureusement, la rencontre n'a pas eu lieu", a souligné son porte-parole Dmitri Peskov.

Le président américain a annoncé fin octobre son intention de retirer les Etats-Unis du traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF), bannissant les missiles nucléaires d'une portée allant de 500 à 5.000 kilomètres, conclu avec la Russie en 1987.

M. Poutine a immédiatement averti qu'un tel retrait pourrait avoir des conséquences "dangereuses".

Le dernier dirigeant de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev, à l'origine de la signature en 1987 de cet important traité de désarmement, avait pour sa part dénoncé le "manque de sagesse" du président américain actuel, appelant tous ceux qui chérissent un monde sans armes nucléaires à convaincre Washington de revenir sur sa décision, afin de "préserv[er] la vie sur Terre".

## Le chaud et le froid

Washington se plaint du déploiement par Moscou du système de missiles 9M729, dont la portée selon Washington dépasse les 500 km, ce qui constituerait une violation du traité INF de 1987.

Ce traité, en abolissant l'usage de toute une série de missiles, avait mis un terme à la crise déclenchée dans les années 1980 par le déploiement des SS-20

soviétiques à têtes nucléaires ciblant les capitales occidentales.

Les Etats-Unis ne sont pas soutenus par leurs alliés européens dans le nouveau bras de fer engagé avec Moscou. Si l'Otan accuse la Russie d'avoir violé le traité INF en développant un nouveau programme de missiles à longue portée, les alliés ne "veulent pas d'une nouvelle Guerre froide et d'une nouvelle course aux armements", a averti Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'organisation.

Depuis le début de l'année, les déclarations belliqueuses et les mises en garde se sont multipliées entre Washington et Moscou sur ce thème.

Lors de son discours annuel devant le Parlement, en mars, Vladimir Poutine avait vanté les nouveaux missiles nucléaires "invincibles" développés face aux projets de boucliers antimissiles américains en Europe de l'Est et en Corée du Sud.

Moscou a par ailleurs reproché à Washington sa nouvelle "posture nucléaire", qualifiée de "belliqueuse" et "antirusse", qui vise à doter les Etats-Unis de nouvelles armes nucléaires de faible puissance.

La Russie a par ailleurs exprimé sa préoccupation concernant la volonté de Donald Trump de créer une force armée de l'espace indépendante de l'armée de l'air, craignant un "impact déstabilisateur" sur la sécurité internationale.

Entre son élection, en novembre 2016 et sa prise de fonction, en janvier 2017, Donald Trump avait lui-même ravivé le spectre d'une course aux armements.

Dans un tweet laconique qui avait suscité inquiétude et perplexité à travers le monde, il avait notamment affirmé que les Etats-Unis devaient "grandement renforcer et accroître leur capacité nucléaire".

AFP

## Trump et les responsables politiques rendent hommage à Bush

■ Donald Trump et les principaux responsables politiques des Etats-Unis ont rendu hommage lundi à l'ancien président George H.W. Bush, dont le cercueil a été transporté au Capitole avant des funérailles d'Etat prévues mercredi à Washington.

La famille Bush, des membres l'administration de l'ancien chef de la Maison blanche, des parlementaires ou encore le président de la Cour suprême ont pris part lundi à une cérémonie organisée dans la rotonde du Capitole en hommage au 41<sup>e</sup> président américain, décédé vendredi à l'âge de 94 ans à son domicile de Houston. Dans la soirée, après le départ de la famille Bush et des dignitaires, l'actuel président Donald Trump, accompagné de son épouse Melania, est venu présenter ses respects à George H.W. Bush.

Le couple présidentiel s'est tenu debout pendant deux minutes devant le cercueil, Donald Trump saluant ensuite George H.W. Bush dans un geste faisant fi de l'inimitié entre Trump et la famille Bush.

Pendant la campagne présidentielle de 2016, George H.W. Bush n'avait pas appuyé publiquement la candidature de Donald Trump, qui s'en était pris aux fils de Bush, Jeb et George W., lors de cette campagne. D'après une source citée par CNN, George H.W. Bush a voté pour Hillary Clinton. S'exprimant lors de la cérémonie organisée à la rotonde du Capitole, le chef de file de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a décrit George H.W. Bush comme un "humble serviteur" et un "dirigeant avec des principes".

La démocrate Nancy Pelosi, figure de la politique américaine depuis une vingtaine d'années et qui devrait retrouver en janvier la présidence de la Chambre des représentants, a déclaré à Reuters après la cérémonie que Bush était "un homme charmant, qui était aimé, avec qui ce fut un honneur de travailler".

McConnell et Pelosi ont déposé ensemble une gerbe de fleurs autour du cercueil, un symbole de courtoisie bipartite très rare dans l'actuelle vie politique américaine.

A l'issue de la cérémonie, la rotonde du Capitole a été ouverte au public afin de permettre à ceux qui le souhaitent de rendre hommage à l'ancien président. Une longue file d'attente s'est formée au Capitole durant l'après-midi.

Le cercueil de George H.W. Bush reposera à la rotonde jusqu'à mercredi, moment où se tiendront les funérailles d'Etat à la cathédrale nationale de Washington.

Reuters

## Venezuela : Erdogan exprime son soutien à Maduro

■ Le président turc Recep Tayyip Erdogan a exprimé lundi à Caracas son soutien à son homologue vénézuélien, Nicolas Maduro, dont le pays est frappé par des sanctions américaines et par une sévère crise économique.

"Les restrictions commerciales et les sanctions sont une chose fallacieuse et ne font qu'aggraver l'instabilité", a déclaré le chef de l'Etat turc, lors d'une réunion avec des milieux d'affaires, dans une allusion claire à Washington. Recep Tayyip Erdogan est arrivé dimanche soir pour sa première visite officielle au Venezuela.

"On ne peut sanctionner un peuple entier pour résoudre des désaccords politiques", a ajouté M. Erdogan, dont les propos étaient traduits par un interprète.

Le président turc s'est engagé également à aider Nicolas Maduro à affronter la sévère crise économique du pays. "Nous allons couvrir la majorité des besoins du Venezuela, nous en avons la possibilité, je voudrais le souligner", a-t-il poursuivi, en appelant les entrepreneurs de son pays à augmenter leurs exportations vers le Venezuela.

Nicolas Maduro a invité pour sa part la Turquie à investir dans l'exploitation de vastes réserves minières connues comme l'Arche de l'Orénoque (sud), comprenant des gisements d'or, de diamants et de coltan, entre autres. Les deux présidents doivent signer des accords de protection des investissements.

Nicolas Maduro s'était rendu le 8 juillet en Turquie pour assister à la prise de fonctions du président turc. Il avait rencontré à cette occasion des investisseurs et entrepreneurs. Réélu en mai dernier lors d'élections dont les résultats ne sont pas reconnus par une grande partie de la communauté internationale, M. Maduro doit débiter un second mandat le 10 janvier.

L'héritier de l'ancien président Hugo Chavez (1999-2013) est confronté à une forte pression des Etats-Unis qui l'ont qualifié de "dictateur".

AFP

Froid dedans, plus chaud dehors

# L'Inde dans le cercle vicieux des climatiseurs

**Le blanchisseur Ratan Kumar a toujours combattu la canicule estivale de l'Inde avec les moyens du bord: des draps mouillés, un bain nocturne et des rafraîchisseurs souvent réduits à souffler de l'air chaud. Aujourd'hui, c'est fini: il a enfin l'air conditionné.**

Il y a quelques mois, ce laveur de vêtements de 48 ans s'est offert cette petite révolution bienvenue pour sa famille, dans ce Rajasthan (ouest de l'Inde) où le mercure grimpe régulièrement jusqu'à 50°C pendant les pics de chaleur d'avril-juin.

"Les étés rendent notre vie misérable. On lutte pour réussir à dormir quelques heures après une journée de dur labeur", raconte à l'AFP Ratan Kumar, dans son modeste deux-pièces de la petite ville de Behror.

Si au quotidien leur froid artificiel est une bénédiction contre la brûlure du dehors, les climatiseurs ne sont toutefois pas un cadeau pour la planète, aggravant les émissions de gaz à effet de serre et donc le réchauffement climatique.

Environ 5% des foyers d'Inde, pays d'Asie du Sud de 1,25 milliard d'habitants, en possèdent à l'heure actuelle. Mais avec la hausse du niveau de vie, les ventes de climatiseurs progressent à une vitesse vertigineuse. En Chine, le taux de pénétration est en comparaison de 60%.

Or ces appareils consomment



d'abord énormément d'électricité, dont la production engendre des émissions de dioxyde de carbone (CO2) supplémentaires.

En ville, ils contribuent aussi à une élévation des températures en rejetant à l'extérieur la chaleur pompée à l'intérieur... ce qui oblige donc à rafraîchir encore davantage la maison.

"Je ne suis pas riche mais nous aspirons tous à une vie confortable", explique Ratan Kumar en repassant des vêtements froissés. Son travail rapporte à ce père de deux garçons adolescents un revenu mensuel de 16.000 roupies (200 euros).

## Droit à la clim

Plus d'une vingtaine de fabricants de climatiseurs sont en concurrence sur un marché indien

qui a connu une croissance à deux chiffres au cours de la dernière décennie. Le pays compte actuellement près de 30 millions de climatiseurs, contre 26 millions en 2016, selon les estimations des industriels du secteur. Et d'après les projections de l'Agence internationale de l'énergie, le seuil du milliard devrait être franchi d'ici 2050.

Durant les mois de grosses chaleurs qui précèdent la mousson, les publicités pour des climatisations efficaces et bon marché abondent dans les journaux et à la télévision.

Dans l'usine du japonais Daikin, à une quinzaine de kilomètres de chez Ratan Kumar, des centaines d'employés se relaient pour produire chaque année 1,2 million de climatiseurs destinés aux particuliers. L'air conditionné "n'est plus un produit de luxe mais une nécessité", estime Kanwal Jeet Jawa, res-

ponsable de l'entreprise pour l'Inde. "Les climatiseurs augmentent la productivité et l'espérance de vie. Tout le monde a le droit à une clim'."

La hausse des ventes est liée à des prix plus abordables, mais aussi à une amélioration de la distribution d'électricité, alors que l'Inde est réputée pour ses coupures intempestives. Dans nombre de régions, le courant nécessaire à un climatiseur est désormais disponible davantage d'heures par jour.

Mais la culture indienne du rafistolage maison, pour pousser à l'extrême la durée de vie de tout appareil, pose un danger à l'environnement dans le cas des climatisations, préviennent les experts.

Car ces machines utilisent des fluides réfrigérants comme les hydrofluorocarbures qui sont des centaines de fois plus nocifs que le

CO2 pour le climat. S'ils sont théoriquement en circuit fermé, une mauvaise étanchéité ou maintenance les font s'échapper dans l'atmosphère.

## Produire plus d'électricité

La consommation énergétique des climatiseurs va également mettre sous forte pression la production électrique de l'Inde. Malgré un développement des énergies renouvelables ces dernières années, le pays s'approvisionne avant tout auprès de ses centrales thermiques à charbon, très polluantes.

Alors que les dirigeants mondiaux se retrouvent dans la ville polonaise de Katowice pour le sommet sur le climat COP24, le dérèglement climatique reste bien loin des préoccupations quotidiennes des Indiens confrontés aux chaleurs infernales de l'été, confie Ram Vikas Yadav, marchand d'électroménager de Behror.

"Les gens veulent des climatiseurs pour garder leurs maisons fraîches", dit ce commerçant qui voit ses ventes de systèmes d'air conditionné augmenter de 150% d'une année sur l'autre.

Les Indiens modestes utilisent par millions des rafraîchisseurs simples et peu énergivores, comme les pales du plafond, ou un système dans lequel un ventilateur souffle un courant d'air frais à travers des rembourrages mouillés à l'eau. Ces petits moyens sont dérisoires face à une chaleur brutale, capable de faire fondre l'asphalte des routes. Aujourd'hui, de plus en plus de foyers s'en détournent donc et s'offrent un climatiseur. Une amélioration notable de la qualité de vie, qui en coûte à la planète. Le blanchisseur Ratan Kumar n'a pas hésité: "Les scientifiques parlent beaucoup de ces choses-là, mais au moins, maintenant, je peux avoir un peu de sommeil décent".

AFP

## USA

### Fin des subventions aux voitures électriques et énergies renouvelables

■ L'administration Trump va supprimer d'ici trois ans toutes les subventions à l'achat de voitures électriques et aux énergies renouvelables, a annoncé lundi le conseiller économique de la Maison blanche.

Interrogé sur la décision annoncée la semaine dernière par General Motors de fermer des usines aux Etats-Unis et de supprimer 8.000 emplois en Amérique du Nord, Larry Kudlow a indiqué que l'achat de voitures électriques ne serait plus aidé à compter de 2020 ou 2021.

Le conseiller de Donald Trump a ajouté que d'autres subventions mises en place par l'administration Obama seraient supprimées, dont celles en faveur des énergies renouvelables.

Le président des Etats-Unis est un ardent défenseur des énergies fossiles, charbon et pétrole en tête.

Reuters

### Le bilan de l'incendie "Camp Fire" revu à la baisse

■ Le bilan de l'incendie "Camp Fire", qui a ravagé le nord de la Californie en novembre, a été revu à la baisse après que des tests ADN supplémentaires ont été réalisés sur les restes humains trouvés sur les lieux du sinistre, ont annoncé les autorités locales. S'exprimant lors d'une conférence de presse télévisée lundi soir, le shérif du comté de Butte, Kory Honea, a déclaré que le nouveau bilan de l'incendie faisait état de 85 morts, contre 88 morts auparavant.

Onze personnes sont encore portées disparu, a-t-il ajouté, un chiffre nettement en-deçà du recensement effectué fin novembre. "Camp Fire" est l'incendie le plus meurtrier de l'histoire de la Californie.

Reuters

## Mexique

### Six policiers tués dans une fusillade

Six officiers de police ont été tués par balles lundi dans la province de Jalisco, dans l'ouest du Mexique, ont annoncé les autorités, l'une des attaques les plus meurtrières contre les forces de sécurité depuis plusieurs mois, deux jours après l'investiture du nouveau président Andres Manuel Lopez Obrador.

D'après un message posté sur Twitter par le procureur de la province de Jalisco, six policiers

fédéraux ont été tués et un autre blessé lors d'une fusillade dans la municipalité de La Huerta, à l'ouest de Guadalajara, la capitale régionale.

Une porte-parole du parquet a déclaré que l'identité des meurtriers n'avait pas été établie avec certitude, mais qu'il s'agissait du territoire de l'un des cartels les plus puissants du Mexique, le cartel Nouvelle génération de Jalisco.

Elu en juillet dernier à la pré-

sidence et investi samedi, Andres Manuel Lopez Obrador a déclaré que la sécurité serait sa priorité numéro un.

Plus de 25.000 meurtres, un record, ont été enregistrés au Mexique l'an dernier, et plus de 10.000 pendant la seule période de transition, entre juillet et octobre, soit les quatre mois les plus sanglants dans le pays depuis au moins 1997.

Reuters

## Selon Moon

### Une visite de Kim Jong-un à Séoul est une "possibilité"

Le président sud-coréen Moon Jae-in a déclaré mardi qu'une visite à Séoul du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un était une "possibilité" et qu'une telle visite, qui serait inédite, permettrait d'améliorer les relations entre la Corée du Nord et les Etats-Unis.

Plusieurs rencontres ont eu lieu entre Moon et Kim cette année, dans un contexte de détente entre les deux Corées, mais aucune ne s'est déroulée au Sud.

Réunis à Pyongyang en octobre, les deux dirigeants ont conclu un accord militaire prévoyant la fin de tous les "actes hostiles", une zone d'exclusion aérienne le long de la frontière entre le Nord et le Sud, ainsi que la suppression de 22 postes de garde

installés le long de leur frontière fortifiée.

Le président américain Donald Trump a déclaré samedi qu'un nouveau sommet avec Kim Jong-un aurait probablement lieu en janvier ou février 2019, après celui inédit organisé le 12 juin dernier à Singapour. Interrogé sur la possibilité d'une visite de Kim Jong-un en Corée du Sud, Moon Jae-in a déclaré qu'aucun calendrier n'avait été défini mais qu'une telle visite serait très significative.

Cela "permettrait d'accélérer la dénucléarisation de la péninsule coréenne" et se traduirait par d'importants progrès dans les relations entre Pyongyang et Washington, a dit le président sud-coréen lors d'une visite d'Etat en Nouvelle-Zélande.

Reuters

Festival international du cinéma d'Alger

# "Choisir à 20 ans", un documentaire sur les Français anticolonistes

Le documentaire "Choisir à 20 ans", témoignage sur les soldats français déserteurs de l'armée coloniale durant la guerre d'Algérie, a été projeté lundi dans le cadre du 9e Festival international du cinéma d'Alger (Fica) en présence de son réalisateur, Villi Hermann.



En compétition dans la catégorie "documentaires", ce long métrage dévoile en 100 mn une facette de l'histoire de l'Algérie à travers le parcours de soldats français qui ont refusé de combattre sous les drapeaux durant la guerre de Libération.

Le documentaire suit le parcours de ces insoumis-poursuivis en justice pour refus d'obéissance et désertion- qui ont choisi de subir l'exil que d'être impliqués dans la guerre.

Motivés par des convictions politiques, éthiques ou encore religieuses, ces jeunes français anticolonialistes, ont été enrôlés pour beaucoup d'entre eux, dans le cadre de l'accomplissement de leur service civil ou militaire.

A l'indépendance de l'Algérie, ces Français qui ont refusé de porter l'uniforme et les armes de l'armée coloniale, se sont réfugiés en Suisse où ils étaient accueillis par des citoyens.

"Choisir à 20 ans" donne également un aperçu sur les souffrances subies par la population de Sidi Larbi, centre de rébellion contre l'occupation française dans la région de Béni Snous (Tlemcen).

Le réalisateur donne la parole à des combattants qui ont témoigné des exactions coloniales subies par les habitants de cette région dévastée par la guerre, proche de la frontière algéro-marocaine.

A l'issue de la projection, le réalisateur suisse, ancien déserteur qui a refusé de s'enrôler dans les rangs de

l'armée française, a confié que son documentaire s'appuyait sur des témoignages et documents d'archives récupérés auprès des autorités helvétiques.

Le cinéaste qui s'était rendu au lendemain de l'Indépendance (1962) à

Sidi Larbi pour contribuer à la reconstruction d'une école où il avait enseigné, dit avoir mis "trois ans" pour parvenir à établir des contacts avec ces réfractaires dont certains sont installés en Allemagne.

Sorti en 2017, "Choisir à 20 ans", a été projeté en avant-première mondiale au 71e Festival de Locarno (Suisse).

Egalement en compétition, "Les enfants du hasard" du réalisateur belge Thierry Michel, évoque dans un docu-

mentaire-fiction la transmission de la mémoire à travers l'histoire d'une institutrice qui prépare ses élèves issus de l'immigration à s'épanouir dans un monde en mutation.

Sorti en 2018, le documentaire suit le parcours de ces écoliers, majoritairement musulmans, invités à s'exprimer sur des sujets d'actualité comme le harcèlement sur internet et le terrorisme.

Neuf documentaires sont programmés en compétition du 9e FICA qui prévoit également la projection de neuf fictions en plus de quatre films qui seront projetés hors compétition.

Le 9e FICA se poursuit jusqu'au 9 décembre à la Salle Ibn Zeydoun à raison de trois projections par jour. L'entrée est gratuite.

R. C.

## Le parcours de la militante syndicaliste Lucie Baud porté à l'écran

Le long métrage "Mélancolie ouvrière" du réalisateur français Gérard Mordillat, dédié à la naissance du mouvement syndicaliste dans le milieu des femmes ouvrières françaises à la fin du XIXe, a été projeté lundi soir à Alger.

D'une durée de 90mn, cette fiction historique a été présentée au public dans le cadre de la compétition du 9e Festival international du cinéma d'Alger (Fica) qui se tient à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Ryadh El Feth depuis samedi.

Véritable immersion dans le monde ouvrier de l'époque, ce film relate le parcours de Lucie Baud, née en 1870 dans la région de Grenoble et qui a commencé à travailler dans l'industrie textile à l'âge de dix ans après quelques années passées sur les bancs de l'école religieuse véritable bureau de recrutement fournissant l'industrie en jeunes apprenties.

Le parcours ouvrier de la militante

renseigne sur les conditions de travail des femmes en France à cette époque, sous payées, ne jouissant d'aucun droit, exploitées pendant 14 heures par jour et souvent victime de harcèlement et d'abus sexuel de la part des patrons et des responsables des ateliers.

Alors qu'elle est veuve et mère de deux enfants à 32 ans, Lucie Baud, campée par l'actrice Virginie Ledoyen, s'engage dans la lutte pour les droits des ouvrières de la soie après la diminution des salaires des ouvrières suite à la mécanisation du tissage de la soie et à l'exploitation inhumaine de jeunes travailleuses italiennes embauchées par l'église.

Après avoir aidé les ouvrières italiennes à améliorer leurs conditions, Lucie Baud est devenue la première déléguée syndicale et a pris part à un congrès national de l'industrie textile où elle était la seule femme sans avoir droit

à la parole. La militante s'était retrouvée en prison après avoir initié d'autres mouvements de grève dénonçant la cadence de travail et l'exploitation des enfants dans les usines, des protestations soutenues par les commerçants locaux et qui ont vu la naissance d'un grand mouvement de solidarité.

Après sa sortie de prison et la fugue de ses deux filles, Lucie Baud a tenté de mettre fin à ses jours en laissant un témoignage "Les tisseuses de soie dans la région de Vizille" qui sera publié en 1908.

Le 9e Fica se poursuit jusqu'au 9 décembre avec six autres longs métrages en compétition dont "Le droit chemin" de Okacha Touita, "Rusty Boys" du Luxembourgeois Andy Bausch, "Une saison en France" du Tchadien Saleh Harounou, "L'autre côté de l'espoir" du Finlandais Aki Kaurismäki.

K. T.

Dédié au défunt comédien Tayeb Abou El-Hassen

### Coup d'envoi du festival national de théâtre comique

Le coup d'envoi de la 12<sup>e</sup> édition du festival national de théâtre comique (Fntc), dédiée au défunt comédien Tayeb Abou El-Hassen, a été donné lundi en fin d'après-midi à la salle de spectacle de l'Institut des sciences économiques de Médéa, en présence de comédiens, artistes, écrivains, ainsi qu'une foule nombreuse venue assister à cet événement culturel.

La cérémonie d'ouverture du festival qui se déroulera jusqu'au 7 décembre courant, a été marquée par la distinction à titre posthume de Cheikh Attalah, de son vrai nom Ahmed Benbouzid, auteur de nombreux monologues, qui avait joué également des rôles dans des séries télévisées comiques, dont le célèbre feuilleton "Imarat cheikh Lakhdar", les comédiens Salah Ougrout et Abdelhamid Rabia, ainsi que le journaliste et réalisateur

Mohamed Zaoui.

En levée de rideau de cette 12<sup>ème</sup> édition, le public Médéen a été gratifié par un spectacle de grande qualité artistique, en l'occurrence la pièce "Mouhakama" (Procès) du théâtre national Algérien (TNA), réalisé par Djamel Garni et interprété par des comédiens aux besoins spécifiques, dont la prestation a été chaudement ovationnée par l'assistance.

"Mouhakama" est une sorte de remise en cause de soi, dont la trame résume l'échec d'une relation amoureuse entre un homme souffrant d'un handicap physique et une femme, relation qui aurait pu réussir et aboutir à une union sacrée, mais l'attrait du bien matériel, au dépend des sentiments nobles, va s'ériger en obstacle et mettre un terme à cette relation.

La pièce "Mouhakama" est le fruit d'un travail d'atelier, transformé, grâce à la volonté et la persévérance, des comédiens, en spectacle qui n'a rien à envier à des œuvres théâtrales interprétées par des comédiens "normaux", a tenu à souligner le réalisateur de la pièce Djamel Guermi.

Sept troupes théâtrales, à savoir "El-Machroue" (le projet), "Hmar wa laou Taar", "Zaouedj Makhbari", "Dja Yessâa Wedar Tessaâ", "Tic Tac Boom", "Matwalemch" et "Brossi" seront en compétition, dès mardi, pour tenter de décrocher la "Grappe d'Or".

Des représentations théâtrales et des monologues, programmés en hors compétition, sont prévus, durant la durée de cette manifestation culturelle, à travers les différentes résidences universitaires et les localités de Ksar-el-Boukhari, Meudjbeur, Beni-Slimane, Souagui, Bouaichoune et Ouamri.

Un hommage posthume a été rendu, lors de la cérémonie d'ouverture, au comédien Tayeb Abou El-Hassane, de son vrai nom Tayeb Hassan, né dans la ville des Roses (Blida), en 1918, qui avait entamé, dès son enfance, une carrière artistique, au sein de la troupe Mohamed Khedaoui, où il côtoya l'inoubliable Mohamed Touri, avant de rejoindre la troupe du théâtre arabe de l'opéra d'Alger, l'actuel Théâtre national algérien (TNA).

Tayeb Abou El-Hassane a été l'un des membres fondateurs, avec le regretté Hassan-el-Hassani, son mentor, de la troupe du théâtre populaire, qui est venu enrichir la scène culturelle nationale et marquée de son empreinte le théâtre algérien, jouissant, à cette époque, d'une grande aura auprès de la population.

Abou El-Hassane a mené également une belle carrière cinématographique qui lui valut des rôles de second plan dans des films de renoms, tels que "Hassan Terro", "Ech-Chabka" ou encore "El-Khatwa El-Aoula" et "Embratoriyet el-Ahlam".

Il décèdera, à Alger, le 1 février 1982, à l'âge de 61 ans, laissant derrière lui un répertoire riche et varié que les organisateurs tentent, à travers cet hommage, de faire connaître aux générations nouvelles, notamment les jeunes comédiens investis dans le genre comique.

R. M.

## «PAROLES DE FEMMES»

«Parfois c'est dur d'attendre quelqu'un qui ne reviendra jamais... ! et ça fait mal d'y croire que ce jour viendra !»  
Assia Djebbar



## FEMMES

## ILS ONT DIT :

«Il faut prendre des risques, il faut toujours prendre des risques. Mais l'attente comporte aussi un risque.»  
Paul Desmarais

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

## Meghan Markle et Kate Middleton en pleine crise : 5 choses à savoir

Alors que les fêtes de fin d'année approchent à grands pas, les relations entre Meghan Markle et Kate Middleton ne seraient plus au beau fixe. Pire, les deux duchesses vivraient une véritable crise. Entre tensions, désaccords et rancœurs, la guerre serait bel et bien déclarée.

Un vent glacial souffle sur Kensington Palace. Moins d'un an après le mariage de Meghan Markle et du prince Harry, les tensions semblent s'intensifier au sein de la famille royale britannique. Et plus particulièrement entre les duchesses. Si lors de leurs sorties officielles, les deux femmes partagent une certaine complicité - on se souvient notamment de leurs larges sourires lors du dernier tournoi de Wimbledon - en privée, c'est une tout autre histoire. Meghan Markle et Kate Middleton seraient désormais en froid et ce, pour diverses raisons.

1) Jugée odieuse et capricieuse envers son personnel, la réputation de l'ex-actrice de Suits : avocats sur mesure est désormais quelque peu entachée. La démission de son assistante personnelle, Melissa Touabti, a provoqué un véritable raz-de-marée de témoignages : Meghan Markle serait devenue ingérable et autoritaire en coulisses selon ses proches collaborateurs. Un comportement qui agacerait particulièrement sa belle-sœur, elle-même irréprochable avec ses employés.

2) Leur inimitié ne daterait pas d'hier. Dès les fiançailles de Meghan Markle et du prince Harry, Kate Middleton aurait été confrontée au caractère bien trempé de la duchesse de Sussex. L'épouse du fils de Lady Diana aurait même été désagréable avec le personnel de sa belle-sœur : " C'est inacceptable. C'est moi qui leur parle, et personne d'autre ", aurait alors lancé Kate Middleton selon une source proche de la Couronne.

3) Les exigences de Meghan Markle seraient telles, que Kate Middleton aurait fini par craquer. " A fleur de peau " après la naissance du prince Louis, l'épouse du prince William aurait versé quelques larmes, de colère, durant les essayages de la robe de demoiselle d'honneur de la princesse Charlotte, peu avant le mariage célébré en l'église Saint George de Windsor.

4) Rebelote, quelques mois plus tard. Selon les informations du Daily Mail, une dispute aurait aussi éclaté entre les deux duchesses durant les fêtes de Noël passées à Anmer Hall, la demeure occupée par Kate Middleton et le prince William : " L'ambiance s'est dégradée peu après l'arrivée d'Harry et Meghan ", a confié une source, dénonçant au passage l'attitude " malpolie " de la future maman. 5) Ces désaccords seraient donc l'une des raisons du déménagement soudain de Meghan Markle et du prince Harry loin du palais de Kensington. Au printemps prochain, le couple posera ses valises à Frogmore House, à quelques kilomètres du centre de Londres. Loin de Kate Middleton et du prince William.



## ANTI-RIDES

## Le sport serait un excellent remède

Oubliez les crèmes anti-âge coûteuses ! Des scientifiques canadiens ont découvert que l'exercice physique régulier peut être la clé pour inverser le processus de vieillissement de la peau. Des chercheurs de l'université McMaster en Ontario ont constaté que sur les souris et sur les humains, le sport a un effet bénéfique sur le vieillissement de la peau. Leur première étude a été menée sur des souris. Les scientifiques ont privé un groupe de rongeurs de leur roue d'exercice. Ils ont constaté que ces animaux témoins sont devenus faibles, sont tombés malades et sont aussi devenus chauves ou grisonnants. En revanche les rongeurs qui ont pu continuer à faire de l'exercice dans leurs roues étaient en meilleure santé, leur cœur, cerveau et organes reproducteurs sont restés sains. Ils ont aussi gardé une belle fourrure qui n'est jamais devenue grise.

## LE SPORT RALENTIT LE PHÉNOMÈNE DE VIEILLISSEMENT

Encouragée par ces résultats, l'équipe de chercheurs a continué à étudier ce phénomène mais sur un groupe de 29 volontaires, hommes et femmes âgés de 20 à 84 ans. La moitié des participants a été invitée à participer à au moins trois heures d'exercice par semaine tandis que l'autre groupe est resté essentiellement sédentaire. Tous les volontaires ont cédé une parcelle de peau de leurs fesses, une zone très rarement exposée aux effets nocifs du soleil pour une biopsie. Les sportifs de plus de 40 ans avaient une peau plus jeune de vingt ans par rapport aux sédentaires du même âge. «Je ne veux pas être excessif, mais les résultats sur la peau sont

vraiment remarquables à voir», explique le docteur Mark Tarnopolsky, médecin de médecine sportive et chef du service des maladies neuromusculaires et des troubles neurométaboliques de l'université McMaster qui a supervisé l'étude. «Et si le sport semble ralentir le vieillissement de la peau, il serait aussi capable d'inverser ce processus.»

## LE SPORT INVERSE LE PHÉNOMÈNE DE VIEILLISSEMENT

La dernière partie des recherches a en effet porté sur un groupe témoins de 65 ans non sportifs, mais qui a adopté un régime de remise en forme pendant trois mois. Quand les chercheurs ont comparé la qualité de leur peau, ils ont constaté que les couches à la fois interne et externe de la peau ressemblaient à celles d'un individu de 20 à 40 ans. «Un groupe de protéines nommées myokines (IL-15) sécrétées par les cellules musculaires et diffusées dans le

corps se retrouvent, en cas d'exercice physique, à des concentrations supérieures de 50% et pourraient exercer cet effet anti-âge» explique le chercheur. Même si l'étude a été menée sur un petit échantillon et qu'il est nécessaire de réaliser d'autres recherches, ces résultats sont encourageants et valident une fois de plus les bienfaits pour la santé de l'activité physique.

## COUPLE

## Pourquoi il y a moins de célibataires chez les femmes rondes

Nous aimons comme nous mangeons, et nos kilos superflus sont souvent en lien avec nos difficultés à aimer et à être aimé. Extrait de *L'Amour et les kilos*, du D' Stéphane Clerget et Bernadette Costa-Prades, publié chez Albin Michel. Comment expliquer que toutes les femmes, même les plus fines, souhaitent perdre «au moins trois kilos» ? Parce qu'elles ont peur en grossissant de ne plus être aimables... Les hommes s'y mettent aussi désormais et leurs conversations dans les salles de sport ressemblent à s'y méprendre à celles de leurs compagnes : ils s'échangent des tuyaux, parlent régimes, crèmes amincissantes pour faire fondre la bedaine, comme si aucune femme ne pouvait apprécier un petit ventre rond. Mais cette recherche de la perfection cache en fait une angoisse de mort. Vous souvenez-vous de cette phrase de grand-mère : «Mange, tu ne sais pas qui te mangera» ? La nourriture calmait une angoisse de manque, de mort, celui qui mangeait à sa faim était plus fort que celui qui manquait de nourriture. La force et la vitalité venaient de la nourriture. Aujourd'hui, elle vient du muscle, de la jeunesse, et donc de la minceur... Si nous voulons faire de notre corps un bijou ciselé comme un diamant, c'est autant pour plaire et séduire que pour repousser l'idée du déclin fatal. Nous le vivons

désormais comme une mécanique bien huilée, dont nous voulons garder la totale maîtrise. Voilà qui serait rassurant : nous n'aurions qu'à changer les pièces pour qu'il fonctionne. Contrôler son poids nous donne le sentiment de toute-puissance et, peut-être, l'illusion de contrôler les sentiments des autres...

## LES HOMMES AIMENT LES RONDES QUI S'AIMENT

Savez-vous, vous qui vous désolerez d'avoir cinq kilos de trop et pensez que c'est pour cette raison que vous ne rencontrez pas l'âme sœur, qu'il y a moins de célibataires chez les rondes ?

A cette nuance près : les hommes aiment les femmes rondes qui s'aiment, qui aiment les plaisirs de la vie, pas celles qui se planquent derrière les murs, se dénigrent ou s'affament. Le problème aujourd'hui, c'est que certains jeunes garçons ont parfois honte de sortir avec une femme lestée de quelques kilos de trop, influencés qu'ils sont par l'image sociale qui veut que la femme mince soit le nec plus ultra... Ils choisissent alors leur partenaire en fonction du regard des autres, non de leur envie. Résultat : cette jeune femme ronde, qui aurait pu plaire, est délaissée. Quel gâchis quand même !



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

Fédération de cyclisme  
Barbari et Douzi candidats  
à la présidence

■ Barbari Kheiredine et Douzi Smail sont officiellement candidats pour le poste de président de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC) dont l'assemblée générale électorale (AGE) est prévue le 15 décembre (14h00) au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA) à Ben Aknoun (Alger), a appris l'APS lundi de l'instance fédérale. "La commission de candidatures qui s'est réunie lundi en présence du représentant du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a validé les dossiers de candidature de Kheiredine Barbari, membre fédéral et président de la Ligue de Biskra et Douzi Smail, ex-directeur technique national (DTN) à la FAC et l'actuel directeur sportif du GS Pétrolier.", a ajouté la même source. A l'issue de la démission du président de la FAC, Mabrouk Kerboua, le 10 novembre dernier pour des raisons personnelles et de santé, une assemblée générale extraordinaire (AGEx) avait été organisée le 24 novembre afin d'installer les commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes. Le vice-président de la FAC, Fertous Abbès, assure actuellement l'intérim de l'instance fédérale jusqu'au déroulement de l'AGE, prévue le 15 décembre, pour désigner un successeur au président démissionnaire. Elu à la tête de l'instance le 16 février 2017, Mabrouk Kerboua, président de la Ligue de Mascara, avait présenté sa démission le 10 novembre.

Championnats nationale de  
Volley-ballHattab: " Le ministère ne  
va pas financer les Clubs"

■ Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab, a indiqué lundi à Alger que son département n'allait pas financer les clubs de volley-ball qui boycottent les Championnats d'Algérie de Super-Division (messieurs) et de Nationale Une (dames) pour des raisons "financières". "En toute franchise, l'Etat ou le ministère ne peut pas financer toutes les disciplines sportives. Les clubs doivent trouver des moyens de financement, dont les fonds de wilaya et les entreprises économiques susceptibles de sponsoriser ces équipes. Le ministère est là pour accompagner le sport selon les lois de la République", a déclaré Hattab en marge des travaux de la journée de sensibilisation et de lutte contre la sédentarité au complexe Mohamed-Boudiaf. En dépit des appels du président de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB), Mustapha Lemouchi, pour la reprise des Championnats nationaux, les présidents de club ont décidé, samedi à Blida, de poursuivre le boycott de la compétition. Dans leurs interventions à une rencontre avec le patron de la FAVB, les présidents de club ont soutenu que la décision d'entamer les compétitions était tributaire de l'examen des différents problèmes posés. Ils ont notamment exigé de Lemouchi de soumettre le problème de manque de finances qui est, selon eux, "un problème commun à la majorité des clubs", au ministre de la Jeunesse et des Sports, tout en appelant ce dernier à la "prise de toutes les mesures susceptibles d'améliorer leur situation qui impacte négativement sur les résultats de leurs clubs sur le terrain", estiment-ils. Le ministre de la Jeunesse et des Sports a également fait savoir que "son département communique avec les présidents des Fédérations sportives qui s'occupent de la coordination avec les clubs. Ce n'est pas fuir nos responsabilités, mais le respect de l'ordre hiérarchique est important et tout le monde doit l'accepter", a-t-il conclu. A noter que sur les 22 clubs animant les Championnats nationaux de volley-ball messieurs et dames, seul le GS Pétroliers, sous la coupe de Sonatrach, s'est présenté sur le terrain à l'occasion de la première journée.

JS Kabylie

## Les Canaris cherchent du renfort



La direction de la JS Kabylie est très active sur le marché des transferts et tente de renforcer son effectif en faisant appel à des joueurs qui seraient capables d'apporter ce plus attendu d'eux. Ainsi, les dirigeants de la formation kabyle sont entrés en contacts avec le joueur du Paradou AC, Meziani, qui affole le marché des transferts et intéresse d'autres formations qui souhaitent aussi l'incorporer. Ainsi, les responsables des Canaris font le forcing pour l'avoir définitivement au lieu de le prêter de son club qui a pour habitude de les prêter pour une période de 18

mois. La situation s'éclaircira dans les prochains jours concernant ce joueur qui devrait donner un coup de main à l'attaque de la JSK qui a besoin de nouveau sang. Par ailleurs, les dirigeants kabyles qui sont à la recherche d'un meneur de jeu ont prit attache avec le jeune harrachi, Belarbi, mais ce dernier est plus proche de l'USMA qui a prit attache avec la direction de l'USMH et s'est dite prête à payer sa lettre de libération. Par ailleurs, et pour palier à cette défection, la direction des Canaris a prit attache avec un autre joueur de l'USMH et qui n'est autre que le jeune Hindi, 26 ans du même

club. Les Kabyles qui veulent faire bonne figure lors de la phase retour du championnat se donneront à fond pour réussir le stage hivernal qui se tiendra dans les prochains jours au Maroc. L'essentiel pour les Vert et Jaune et de bien se préparer pour cette deuxième partie de la saison qui s'annonce très difficile d'autant plus que la majorité des clubs jeteront aussi toutes leurs forces dans la bataille pour terminer dans un classement honorable. Ce stage sera l'occasion pour les joueurs pour recharger les batteries et améliorer le volet physique pour être à la hauteur des attentes du staff technique. **Imad M.**

## Sanction de la LFP

## Benkhemassa et Nemdil suspendus trois matchs

Les joueurs Mohamed Benkhemassa (USM Alger) et Nemdil Abdelkrim (ES Setif), exclus lors du match de mise à jour de la 11e journée de Ligue 1 Mobilis disputé le 29 novembre dernier au stade Omar Hamadi (Bologhine), ont écopé de trois matchs de suspension dont un avec sursis, a indiqué lundi la Ligue de football professionnel (LFP). Outre les trois matchs de suspension, les deux joueurs exclus par l'arbitre pour "voie de faits" devront s'acquitter d'une amende de 30.000 DA chacun. De son côté, le défenseur international de l'ESS Abdelkader Bedrane est sanctionné d'un match de suspension ferme et 30.000 DA

d'amende pour "contestation de décision". D'autre part, le manager du MC Oran Zoubir Ouasti est condamné à six mois de suspension dont trois avec sursis d'interdiction de terrain et de vestiaire plus 100.000 DA d'amende pour avoir "critiqué publiquement un officiel de match" lors de la rencontre NA Hussein-dey - MC Oran (1-0) de la 15e journée disputée le 21 novembre dernier au stade 20 août (Alger). En Ligue 2 Mobilis, le MC El Eulma a écopé d'un match à huis clos plus 20.000 DA d'amende pour "utilisation et jet de produits pyrotechniques sur le terrain" (3e infraction) lors de la rencontre contre la JSM Bejaia de la 15e jour-

née. La commission de discipline a d'autre part infligé quatre matchs de suspension et 40.000 DA d'amende au joueur Zahzouh Youcef (ASM Oran) pour "comportement antisportif envers officiels" lors du match de son équipe contre l'US Biskra. Les joueurs Mohamed Bentiba (ASM Oran) et Allam Kamel (US Biskra) exclus pour "voie de faits" ont écopé de trois matchs de suspension et 30.000 DA d'amende chacun. L'ASO Chlef, le WA Tlemcen, l'USM Annaba et l' Boussaâda devront payer des amendes oscillant entre 60.000 et 200.000 DA pour "utilisation de fumigènes et jet de projectiles sur le terrain".

## CR Belouizdad

## Amrani nouvel entraîneur

Le technicien Abdelkader Amrani est devenu le nouvel entraîneur du CR Belouizdad, en remplacement de Si Tahar Chérif El-Ouezzani, a appris l'APS lundi auprès du directeur général du club pensionnaire de la Ligue 1 de football Said Allik. "Amrani est officiellement avec nous jusqu'à la fin de la saison, avec possibilité de prolongement du contrat",

a annoncé Allik, précisant que le club a assigné au nouveau coach l'objectif de sauver le club de la relégation. Le CRB fait face cette saison à une crise de résultat aigue qui a entraîné l'équipe à une inquiétante dernière place au classement avec 10 points seulement, au terme de la phase aller. "La situation est très compliquée, mais nous n'allons pas

lésiner sur les efforts pour sauver le club", a ajouté Allik. Le Chabab, confronté à une crise financière, a dû déclarer forfait pour le match de la première journée à domicile face à l'AS Aïn M'lila (défaite 3-0 sur tapis vert), ce qui lui a valu une défalcation de trois points. Le Chabab a été dirigé lors des premières journées du championnat par Si

Tahar Chérif El-Ouezzani, avant que ce dernier ne démissionne de son poste. La direction a confié l'intérim à l'entraîneur-adjoint Lotfi Amrouche. Abdelkader Amrani (62 ans) a démissionné de son poste d'entraîneur du CS Constantine qu'il avait conduit au titre de champion la saison dernière, après 21 ans de disette.



Décès de l'ancien président américain Bush

## Bensalah signe le registre de condoléances

Le président du conseil de la Nation, Abdelkader Bensalah a signé, mardi au siège de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Alger, au nom du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, le registre de condoléances, suite au décès de l'ancien président américain, George Herbert Walker Bush. "C'est avec une grande affliction et une profonde tristesse que j'ai appris le décès de l'ancien président des Etats-Unis d'Amérique, George Herbert Walker Bush, vendredi 30 novembre 2018 à Houston (Texas)", a écrit M. Bensalah sur le registre de condoléances. "En cette douloureuse circonstance, je tiens à vous exprimer, au nom du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, au nom du peuple et gouvernement algériens et en mon nom personnel, ma profonde sympathie et à présenter mes sincères condoléances à la famille du défunt et au peuple et gouvernement américains, les assurant de ma grande compassion", a indiqué le président du conseil de la Nation.

"Avec la disparition de George H. W. Bush, les Etats-Unis perdent un grand homme politique, un vaillant fils qui s'est distingué par ses bonnes mœurs, ses nobles principes et ses qualités humanitaires et un dirigeant qui a fait montre d'une grande compétence et expérience, dans l'accomplissement des hautes missions qu'il a assumées", a-t-il poursuivi. "Le défunt laisse le souvenir d'un homme d'Etat qui a consacré sa vie au développement de son pays. L'Algérie se souviendra particulièrement de ses efforts pour la consolidation des relations d'amitié et de coopération entre nos deux pays et peuples amis, d'abord en tant que vice-président, puis en tant que président de son pays", a conclu M. Bensalah. **H. M.**

Turquie

## Trois migrants meurent de froid

Trois migrants ont été retrouvés morts de froid dans des villages turcs situés près de la frontière avec la Grèce, a rapporté mardi l'agence de presse turque Anadolu. Les autorités ont été alertées par un berger qui a découvert un corps allongé et immobile. Arrivés sur place, les gendarmes et des équipes de secours ont identifié un migrant afghan et estimé qu'il était mort gelé, selon Anadolu. Les corps de deux autres migrants clandestins, morts de la même façon "il y a plusieurs jours", ont ensuite été retrouvés dans un autre village près de la frontière grecque, a ajouté l'agence sans préciser leur nationalité. Un Afghan de 29 ans interpellé a affirmé qu'un groupe de migrants, dont il faisait partie, étaient allés frapper aux portes de maisons grecques pour chercher de l'aide, de l'autre côté de la frontière, mais avaient été interpellés par des policiers grecs qui les ont renvoyés en Turquie, selon Anadolu. Au moins un des trois migrants morts de froid faisait partie de ce groupe. Concentré en 2015 et 2016 sur des passages par mer vers les îles égéennes grecques proches de la Turquie, le flux migratoire, notamment de Syriens et Afghans, a repris via la frontière terrestre, traditionnel passage depuis des décennies. Il y a presque triplé en 2018 sur un an, "passant de 5.400 en 2017 à 14.000 en 2018", a récemment indiqué le ministre grec de la Politique migratoire, Dimitris Vitsas. **H. M.**

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

70% DES SALARIES PERÇOIVENT MOINS DE 20 000 DA

ANA N'DIRHOUM FLEXY!



Médéa, Oran et Mila

## Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés



**D**es détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) ont arrêté lundi à Médéa, Oran et Mila, cinq éléments de soutien aux groupes terroristes, tandis que d'autres détachements ont découvert et détruit à Tizi-Ouzou et Batna 12 casemates pour terroristes, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, le 3 décembre 2018 à Médéa/1eRM, Oran/2eRM et Mila/5eRM, cinq (05) éléments de soutien aux groupes terroristes, tandis que d'autres détachements ont découvert et détruit, lors d'opérations de fouille et de ratissage menées à Tizi-Ouzou/1eRM et

Batna/5eRM, 12 casemates pour terroristes contenant des vêtements, des effets de couchage, des produits pharmaceutiques et divers objets", précise le communiqué.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et de la sécurisation des frontières, un détachement de l'ANP "a saisi, lors d'une patrouille de fouille et de recherche menée à Bordj Badji Mokhtar/6eRM, un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, un chargeur garni, ainsi que trois (3) véhicules tout-terrain, cinq (5) groupes électrogènes, sept (7) marteaux piqueurs et un téléphone satellitaire".

Dans le même contexte, des détachements de l'ANP, en coordination avec les services des Douanes, "ont intercepté, à Tamanrasset et In Guezzam/6eRM, 36 orpailleurs et deux (2)

contrebandiers, et saisi deux (2) véhicules tout-terrain, 1,64 tonne de denrées alimentaires et des outils d'orpillage, alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé deux (2) narcotrafiquants en possession de 9,15 kilogrammes de kif traité à Bejaïa/5eRM".

D'autre part, des éléments de la Gendarmerie nationale "ont intercepté, à Médéa/1eRM, deux (2) individus en possession de faux billets de banque en monnaie nationale s'élevant à 1.008.000,00 DA, tandis que des Gardes-côtes ont déjoué des tentatives d'émigration clandestine de 164 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, El-Ghazaouet et Mostaganem/2eRM", conclut le communiqué du MDN. **R. N.**

Mostaganem

## Six tentatives de hargha déjouées par les gardes côtes

**S**ix tentatives d'émigration clandestine impliquant 61 personnes ont été déjouées dans la nuit du lundi à mardi dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris auprès du groupement territorial des gardes côtes. Des unités relevant de ce corps constitué ont intercepté quatre embarcations dotées de moteurs, avec à leur bord 43 personnes. L'interception a eu lieu à 15 miles marins (28 km) au Nord-est de Mostaganem.

Les personnes, arrêtées et transférées au port commercial de Mostaganem, ont pris le départ des plages de Sidi Medjdoub, de

Mostaganem, de Sidi Lakhdar et d'Achâacha, dans le but d'atteindre les côtes espagnoles.

D'autre part, les éléments du groupement territorial des gardes côtes ont mené une opération combinée avec la gendarmerie nationale qui a permis de déjouer deux tentatives d'embarcation clandestine de 18 personnes à partir des plages de Sidi Medjdoub et de Stidia.

Après achèvement des procédures administratives et juridiques en vigueur, les personnes arrêtées seront déferées devant la justice, a-t-on précisé de même source. **Reda A.**

## ACTU...

Accidents de la circulation

### 34 morts en une semaine

Trente-quatre (34) personnes ont perdu la vie et 978 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus durant la période du 25 novembre au 1er décembre 2018 dans plusieurs régions du pays, selon un bilan rendu public mardi par les services de la Protection civile.

La wilaya de Biskra déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 4 personnes, alors que 15 autres ont été blessées, suite à 21 accidents de la route.

Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'évacuation de 11.464 malades vers des structures hospitalières et l'extinction de 459 incendies urbains, industriels et autres. **Reda A.**

Batna

### Saisie de 2,5 quintaux de poulet avarié

Les services de contrôle relevant de la direction du commerce de la wilaya de Batna ont saisi lundi après-midi 2,5 quintaux de poulet impropre à la consommation, a indiqué le directeur du secteur, Okacha Deghmane. L'opération de saisie a eu lieu lors d'un contrôle routinier d'un local de vente de poulet frais, sis au pôle urbain-1, que le propriétaire s'appropriait à débiter faisant fi de la date de péremption bien écoulée et malgré l'odeur de putréfaction qui se dégageait de cette quantité de viande, a précisé la même source. La viande a été détruite au centre d'enfouissement technique, CET d'Oued Chaâba, a précisé le même responsable, précisant que le commerce a fait l'objet d'une décision de fermeture conservatoire et le mis en cause a été poursuivi pour vente de produit avarié et nuisible à la santé du consommateur. Depuis 10 jours, les mêmes services avaient saisi 3,5 quintaux de viandes rouges et blanches et des abas avariés dans un restaurant de la commune de Fesdis. Les services de la gendarmerie nationale avaient saisi samedi passé 24 kilos de viandes rouges impropres à la consommation destinées à la vente lors du contrôle d'un camion entre les deux communes de Sériana et Oued El Ma, selon le groupement de wilaya de ce corps de sécurité. **H. T.**

Tébessa

### Trois morts dans la collision d'un camion et une voiture

Trois (3) personnes ont trouvé la mort mardi dans un accident de la route survenu dans la commune de Negrine, à 120 km au Sud de Tébessa, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile.

L'accident s'est produit suite à une collision entre un poids lourd et une véhicule, sur un tronçon de la RN 16, au lieu-dit "Douar Boumoussa", a précisé la même source, détaillant que les victimes décédées sur place, étaient âgées entre 48 et 50 ans.

Les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de Negrine qui sont intervenus, ont transféré les dépouilles à la morgue des urgences médicales de l'hôpital de Negrine, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de cet accident, a conclu la source. **H. M.**